

2.1 Statut des F.E.
de 1957.

STATUT DE L'ÉCOLE EUROPÉENNE
Satzung der Europäischen Schule
STATUTO DELLA SCUOLA EUROPEA
STATUUT VAN DE EUROPESE SCHOOL

RÈGLEMENT
DU BACCALAURÉAT EUROPÉEN

PRÜFUNGSORDNUNG
DER EUROPÄISCHEN REIFEPRÜFUNG

REGOLAMENTO
DELLA LICENZA LICEALE EUROPEA

REGELING
VOOR HET EUROPESE BACCALAUREAAT

PROTOCOLE CONCERNANT
LA CRÉATION D'ÉCOLES EUROPÉENNES

PROTOKOLL ÜBER DIE
GRÜNDUNG EUROPÄISCHER SCHULEN

PROTOCOLLO CONCERNENTE
LA CREAZIONE DI SCUOLE EUROPEE

PROTOCOL NOPENS DE
OPRICHTING VAN EUROPESE SCHOLEN

SOMMAIRE — INHALT — SOMMARIO — INHOUD

Statut de l'École Européenne	9
Satzung der Europäischen Schule	29
Statuto della Scuola Europea	51
Statuut van de Europese School	73
Protocole de signature	97
Unterzeichnungsprotoll	99
Protocollo di firma	101
Protocol van ondertekening	103
Règlement du Baccalauréat Européen	109
Prüfungsordnung der Europäischen Reifeprüfung	125
Regolamento della Licenza liceale Europea	141
Regeling voor het Europese Baccalaureaat	155
Protocole concernant l'application provisoire du Statut de l'École Européenne signé à Luxembourg le 12 avril 1957	175
Protokoll betreffend die vorläufige Anwendung der am 12. April 1957 in Luxemburg unterzeichneten Satzung der Europäischen Schule	176
Protocollo relativo all'applicazione a titolo provvisorio dello Statuto della Scuola Europea sottoscritto a Lussemburgo il 12 aprile 1957	177
Protocol betreffende de voorlopige toepassing van het Statuut van de Europese School ondertekend te luxemburg op 12 april 1957	178

Protocole concernant la création d'Écoles Européennes	185
Protokoll über die Gründung Europäischer Schulen	191
Protocollo concernante la creazione di Scuole Europee	197
Protocol nopens de oprichting van Europese Scholen	203
Protocole relatif à l'application provisoire concernant la création d'Écoles Européennes signé à Luxem- bourg, le 13 avril 1964	213
Protokoll betreffend die vorläufige Anwendung des in Luxemburg am 13. April 1962 unterzeichneten Protokolls über die Gründung Europäischer Schulen	214
Protocollo relativo all'applicazione provvisoria del pro- tocollo concernente la creazione di Scuole Europee firmato a Lussemburgo il 13 aprile 1962	215
Protocol betreffende de voorlopige toepassing van het protocol nopens de oprichting van Europese Scholen ontertekend te Luxemburg op 13 april 1962	216

STATUT DE L'ÉCOLE EUROPÉENNE

SATZUNG DER EUROPÄISCHEN SCHULE

STATUTO DELLA SCUOLA EUROPEA

STATUUT VAN DE EUROPESE SCHOOL

Les Gouvernements

du ROYAUME DE BELGIQUE
de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
de la RÉPUBLIQUE ITALIENNE
du GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
du ROYAUME DES PAYS-BAS

dûment représentés par:

M. Raoul DOOREMAN, Chargé d'Affaires a. i. de Belgique à Luxembourg, et

M. Julien KUYPERS, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire;

le comte Karl VON SPRETI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Fédérale d'Allemagne à Luxembourg;

M. Pierre-Alfred SAFFROY, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France à Luxembourg;

M. Antonio VENTURINI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Italie à Luxembourg;

M. Joseph BECH, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Étrangères du Grand-Duché de Luxembourg, et
M. Pierre FRIEDEN, Ministre de l'Éducation Nationale du Grand-Duché de Luxembourg;

M. Adriaan-Hendrik PHILIPSE, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Pays-Bas à Luxembourg;

CONSIDÉRANT que la présence au siège provisoire de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier d'enfants de fonctionnaires originaires des États Membres a rendu nécessaire l'organisation d'un enseignement dans les langues maternelles des intéressés;

CONSIDÉRANT qu'une école primaire a été créée à l'initiative de l'Association des Intérêts Éducatifs et Familiaux des fonctionnaires de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier avec l'accord du Gouvernement luxembourgeois et l'appui matériel et moral des institutions de la Communauté;

CONSIDÉRANT que, par la suite, le cycle des études a été progressivement étendu à l'enseignement secondaire grâce à la coopération entre les six États qui ont créé la Communauté et la Communauté elle-même;

CONSIDÉRANT la pleine réussite de cette expérience d'éducation en commun d'enfants de diverses nationalités, conformément à un programme d'études qui reflète le plus largement possible les aspects communs des traditions éducatives nationales et les diverses cultures qui forment ensemble la civilisation européenne;

CONSIDÉRANT en outre l'intérêt culturel qu'ont les États participants à la poursuite et à la consolidation d'une œuvre qui répond à l'esprit de coopération qui les anime;

CONSIDÉRANT qu'il est dès lors hautement souhaitable d'accorder un Statut définitif à cette École et de sanctionner son enseignement par la reconnaissance des diplômes et certificats qu'elle délivrera;

ONT CONVENU ET DÉCIDÉ CE QUI SUIT:

TITRE PREMIER
DE L'ÉCOLE EUROPÉENNE

Article premier

Il est créé au siège de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier un établissement d'enseignement et d'éducation, appelé « École Européenne », ci-après dénommé l'École.

Article 2

L'École est ouverte aux enfants des ressortissants des Parties contractantes. Les enfants des autres nationalités peuvent y être admis selon les règles définies par le Conseil Supérieur prévu à l'article 8.

Article 3

L'enseignement donné à l'École couvre toute l'étendue de la scolarité jusqu'à la fin des études secondaires. Il comprend :

- 1) un cycle primaire de cinq années d'enseignement;
- 2) un cycle secondaire de sept années d'enseignement.

Les élèves n'ayant pas l'âge requis pour être admis dans le cycle primaire sont accueillis dans une section enfantine, conformément aux dispositions du Règlement Général de l'École.

Les élèves ayant suivi les études de l'École jusqu'à l'âge exigé par la loi d'obligation scolaire de leur pays sont considérés comme ayant satisfait à cette obligation.

Article 4

L'organisation pédagogique de l'École est fondée sur les principes suivants :

- 1) la formation de base telle qu'elle sera déterminée par le Conseil Supérieur est donnée dans les langues officielles des Parties contractantes;
- 2) pour toutes les sections linguistiques, l'enseignement est donné sur la base de programmes et d'horaires unifiés;
- 3) afin de favoriser l'unité de l'École, le rapprochement et les échanges culturels entre élèves des différentes sections linguistiques, certains cours sont donnés en commun à des classes de même niveau;
- 4) à cet effet, un effort particulier est fait pour donner aux élèves une connaissance approfondie des langues vivantes;
- 5) l'éducation et l'enseignement sont donnés dans le respect des consciences et des convictions individuelles.

Article 5

- 1) Les années d'études accomplies avec succès à l'École et les diplômes et certificats sanctionnant ces études ont effet sur le territoire des Parties contractantes, conformément à un tableau d'équivalences et dans les conditions arrêtées par le Conseil Supérieur prévu à l'article 8, sous réserve de l'accord des instances nationales compétentes.
- 2) A l'issue des études secondaires, les élèves de l'École peuvent subir les épreuves du Baccalauréat européen, dont les modalités sont définies par un accord particulier qui sera annexé au présent Statut. Les titulaires du Baccalauréat européen obtenu à l'École :
 - a) jouissent dans leur pays respectif de tous les avantages attachés à la possession du diplôme ou certificat délivré à la fin des études secondaires de ce pays;
 - b) peuvent solliciter avec les mêmes droits que les nationaux ayant des titres équivalents leur admission dans toute université existant sur le territoire des Parties contractantes.

Aux fins d'application de la présente convention, le terme « Université » désigne :

- a) les universités,
- b) les institutions considérées comme étant de même caractère qu'une université par la Partie contractante sur le territoire de laquelle elles sont situées.

Article 6

Au regard de la législation de chacune des Parties contractantes, l'École a le statut d'un établissement public; elle est dotée de la personnalité morale nécessaire à la réalisation de son objet; elle jouit de l'autonomie financière et peut ester en justice; elle peut acquérir et aliéner les biens immobiliers et mobiliers nécessaires à la réalisation de son objet.

TITRE DEUXIÈME
DES ORGANES DE L'ÉCOLE

Article 7

Les organes de l'École sont :

- 1) le Conseil Supérieur,
- 2) les Conseils d'Inspection,
- 3) le Conseil d'Administration,
- 4) le Directeur.

CHAPITRE PREMIER

Du Conseil Supérieur

Article 8

Le Conseil Supérieur est constitué par le ou les Ministres de chacune des Parties contractantes de qui relèvent l'Éducation Nationale et (ou) les Relations Culturelles avec l'Étran-

ger ⁽¹⁾. Il se réunit au moins une fois par an. Les Ministres peuvent s'y faire représenter.

Le Conseil Supérieur élit pour un an son président en son sein.

Article 9

Le Conseil Supérieur est chargé de l'application de la présente convention; il dispose à cet effet des pouvoirs nécessaires en matière pédagogique, budgétaire et administrative. Il établit d'un commun accord le Règlement Général de l'École.

Article 10

En matière pédagogique et budgétaire, les décisions du Conseil Supérieur sont prises à l'unanimité des Parties représentées. En matière administrative, elles sont prises à la majorité des deux tiers. Dans tous les votes, chacune des parties contractantes représentée dispose d'une voix.

Article 11

En matière pédagogique, le Conseil Supérieur définit l'orientation des études et arrête leur organisation. En particulier:

⁽¹⁾ Pour la République Fédérale d'Allemagne sont compétents le Ministre des Affaires Étrangères et le Président de la Conférence Permanente des Ministres de l'Instruction publique.

- 1) sur proposition du Conseil d'inspection compétent, il fixe les programmes et horaires harmonisés de chaque année d'études et de chaque section qu'il a organisée et donne des directives générales pour le choix des méthodes;
- 2) il fait assurer le contrôle de l'enseignement par les Conseils d'Inspection;
- 3) il fixe l'âge requis pour entrer dans les différents cycles d'enseignement. Il définit les règles autorisant le passage des élèves dans la classe suivante ou dans le cycle secondaire et, afin de leur permettre de réintégrer à tout moment les écoles nationales, il arrête les conditions dans lesquelles sont validées les années d'études faites à l'École;
- 4) il institue des examens destinés à sanctionner le travail accompli à l'École : il établit le règlement de ceux-ci, en constitue les jurys, en délivre les diplômes. Il fixe les épreuves de ces examens à un niveau suffisant pour donner effet aux dispositions de l'article 5. Il établit le tableau d'équivalences prévu audit article.

Article 12

En matière administrative, le Conseil Supérieur :

- 1) désigne chaque année son représentant au Conseil d'Administration prévu à l'article 20. Ce représentant:

- a) assure les relations avec les Parties contractantes entre les sessions du Conseil Supérieur;
- b) contrôle l'application des décisions de celui-ci;
- c) représente de droit l'École;
- d) préside le Conseil d'Administration;
- 2) nomme le Directeur de l'École et établit son statut;
- 3) détermine chaque année, sur proposition des Conseils d'Inspection, les besoins en personnel et règle, avec les Gouvernements, les questions relatives à l'affectation ou le détachement des professeurs, des maîtres et surveillants de l'École de façon telle que ceux-ci conservent les droits à l'avancement et à la retraite garantis par leur statut national et bénéficient des avantages accordés aux fonctionnaires de leur catégorie à l'étranger;
- 4) établit, à l'unanimité, sur proposition des Conseils d'Inspection, selon les règles harmonisées, le statut interne du corps enseignant.

Article 13

En matière budgétaire, le Conseil Supérieur :

- 1) arrête le budget des recettes et des dépenses de l'École préparé par le Conseil d'Administration;
- 2) opère à l'unanimité une répartition équitable des charges entre toutes les Parties contractantes;
- 3) approuve le compte annuel de gestion, présenté par le Conseil d'Administration.

Article 14

Le Conseil Supérieur arrête son règlement intérieur.

CHAPITRE 2

Des Conseils d'Inspection

Article 15

Deux Conseils d'Inspection sont créés à l'École : l'un pour la section enfantine et le cycle primaire, l'autre pour le cycle secondaire.

Article 16

Chacune des Parties contractantes est représentée dans chaque Conseil par un membre. Celui-ci est désigné par le Conseil Supérieur sur proposition de la partie intéressée.

Article 17

Réunis périodiquement en Conseils, les Inspecteurs :

- 1) confrontent leurs observations quant au niveau atteint par les études et à la qualité des méthodes d'enseignement;

- 2) adressent au Directeur et au Corps enseignant les directives spéciales résultant de leurs inspections;
- 3) soumettent au Conseil Supérieur les propositions prévues aux articles 11 et 12 et éventuellement des propositions tendant à l'aménagement des programmes et à l'organisation des études;
- 4) statuent en fin d'année scolaire, et sur proposition du Directeur, sur l'admission des élèves à la classe supérieure.

Article 18

En même temps, chaque Inspecteur peut être chargé par les instances nationales compétentes, et dans le cycle d'enseignement qui le concerne, de la tutelle pédagogique des professeurs issus de son administration.

Il assiste dans sa tâche toute personne ayant, d'après sa législation nationale, qualité pour inspecter et conseiller le personnel dont il a la charge.

Article 19

Les règles de fonctionnement des Conseils d'Inspection sont fixées par le Conseil Supérieur.

CHAPITRE 3

Du Conseil d'Administration

Article 20

Le Conseil d'Administration prévu à l'article 7 comprend 6 membres, sous réserve de la dérogation prévue à l'article 27 :

- 1) le représentant du Conseil Supérieur - Président;
- 2) le Directeur de l'École;
- 3) deux membres choisis par le Conseil Supérieur sur deux listes comportant deux noms au moins, établies l'une par le corps enseignant du cycle secondaire, l'autre par le corps enseignant du cycle primaire et de la section enfantine réunis;
- 4) deux membres agréés par le Conseil Supérieur, représentant l'Association des parents d'élèves.

Dans des cas exceptionnels, le président peut suspendre l'exécution d'une décision du Conseil d'Administration et en référer par une procédure d'urgence au Conseil Supérieur, qui prend les décisions nécessaires.

Article 21

Le Conseil d'Administration :

- 1) prépare le budget des recettes et des dépenses, le soumet au Conseil Supérieur, en contrôle l'exécution et établit le compte annuel de gestion;

- 2) gère les biens et avoirs de l'École;
- 3) crée les conditions matérielles favorables et le climat propice au bon fonctionnement de l'École;
- 4) exerce toute autre attribution administrative que lui confie le Conseil Supérieur.

CHAPITRE 4

Du Directeur

Article 22

Le Directeur exerce ses fonctions dans le cadre du Règlement prévu à l'article 9 et des dispositions de l'article 23.

Il est chargé plus particulièrement :

- 1) de la coordination des études : à cet effet, notamment, il réunit et préside les Conseils de professeurs dans les conditions à déterminer par le Règlement Général;
- 2) de la mise en application des directives pédagogiques et administratives du Conseil Supérieur et des Conseils d'Inspection;
- 3) de l'administration du personnel de l'École;
- 4) de l'exécution du budget des recettes et des dépenses, sous le contrôle du Conseil d'Administration.

Article 23

Le Directeur doit posséder les titres exigés pour assurer la direction d'un établissement d'enseignement dont le diplôme terminal donne accès à l'université. Il est responsable devant le Conseil Supérieur.

TITRE TROISIÈME

DE L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES

Article 24

Le Conseil Supérieur reconnaît une Association représentative des Parents d'Élèves pour autant qu'elle ait pour but :

- 1) de faire connaître aux autorités de l'École les vœux des parents et leurs suggestions relatives à l'organisation scolaire;
- 2) d'organiser les activités périscolaires, en liaison avec le Conseil d'Administration.

L'Association qui aura été reconnue sera tenue périodiquement informée de la vie de l'École par l'intermédiaire du Directeur ou de la représentation des parents au Conseil d'Administration.

TITRE QUATRIÈME

DU BUDGET

Article 25

L'exercice financier de l'École s'étend du 1^{er} juillet au 30 juin suivant.

Article 26

Le budget des recettes et des dépenses de l'École est alimenté par :

- 1) les contributions versées par les Parties contractantes sur la base de la répartition des charges effectuée par le Conseil Supérieur;
- 2) les subventions des Institutions avec lesquelles l'École a conclu des accords;
- 3) les dons et legs acceptés par le Conseil Supérieur;
- 4) les contributions scolaires mises à la charge des parents d'élèves par décision du Conseil Supérieur.

TITRE CINQUIÈME

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Article 27

Le Conseil Supérieur peut négocier tous accords relatifs à l'École avec la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Celle-ci obtient alors un siège au Conseil Supérieur ainsi qu'au Conseil d'Administration. Le nombre des membres du Conseil Supérieur disposant d'une voix, ainsi que celui des membres du Conseil d'Administration, sera alors porté à 7.

Article 28

Le Conseil Supérieur peut négocier avec le Gouvernement du pays du siège de l'École tout accord complémentaire afin d'assurer à celle-ci les meilleures conditions matérielles et morales de fonctionnement.

Article 29

Au moment de la signature du présent Statut, le Gouvernement luxembourgeois pourra formuler des réserves qui

STATUT DE L'ÉCOLE EUROPÉENNE
SATZUNG DER EUROPÄISCHEN SCHULE
STATUTO DELLA SCUOLA EUROPEA
STATUUT VAN DE EUROPESE SCHOOL
RÈGLEMENT
DU BACCALAUFRÉAT EUROPÉEN
PRÜFUNGSORDNUNG
DER EUROPÄISCHEN REIFEPRÜFUNG
REGOLAMENTO
DELLA LICENZA LICEALE EUROPEA
REGELING
VOOR HET EUROPESE BACCALAUFRÉAT
PROTOCOLE CONCERNANT
LA CRÉATION D'ÉCOLES EUROPÉENNES
PROTOKOLL ÜBER DIE
GRÜNDUNG EUROPÄISCHER SCHULEN
PROTOCOLLO CONCERNENTE
LA CREAZIONE DI SCUOLE EUROPEE
PROTOCOL NOBENS DE
OPRICHTING VAN EUROPESE SCHOLEN

tiennent à sa qualité de Gouvernement du pays du siège et à sa législation scolaire propre.

Article 30

- 1) Toute Partie contractante pourra dénoncer le présent Statut par notification écrite adressée au Gouvernement luxembourgeois; celui-ci avisera de la réception de cette notification toutes les Parties contractantes. La dénonciation prendra effet le 1^{er} septembre qui suivra la notification, à condition que cette notification soit intervenue au moins 12 mois plus tôt.
- 2) La Partie contractante qui dénonce le présent Statut renonce à toute quote-part dans les avoirs de l'École. Le Conseil Supérieur décidera à la majorité des deux tiers des mesures d'organisation à prendre à la suite de la dénonciation par l'une des Parties contractantes.
- 3) Si, à la suite d'une décision unanime des Parties contractantes, l'École devait être mise en liquidation, le Conseil Supérieur prendrait toutes mesures qu'il jugerait opportunes, notamment en ce qui concerne la dévolution des avoirs de l'École.

Article 31

- 1) Tout Gouvernement qui n'est pas signataire du présent Statut pourra demander à y adhérer. La demande d'adhésion sera adressée, par écrit, au Gouvernement

luxembourgeois, qui en donnera avis à chacune des Parties contractantes.

- 2) Pour être acceptée, la demande devra recueillir l'accord unanime des Parties contractantes.
- 3) L'accord recueilli, l'adhésion prendra effet le 1^{er} septembre suivant la date du dépôt des instruments d'adhésion auprès du Gouvernement luxembourgeois.
- 4) La composition du Conseil Supérieur et celle des Conseils d'Inspection seront alors modifiées en conséquence.

Article 32

- 1) Le présent Statut sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement luxembourgeois, qui notifiera ce dépôt à tous les autres Gouvernements signataires.
- 2) Le Statut entrera en vigueur à la date du dépôt du quatrième instrument de ratification.

Le présent Statut, rédigé en un seul exemplaire, en langues allemande, française, italienne et néerlandaise, sera déposé dans les archives du Gouvernement luxembourgeois, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties contractantes.

Die Regierungen

des KÖNIGREICHS BELGIEN,
der BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND,
der FRANZÖSISCHEN REPUBLIK,
der ITALIENISCHEN REPUBLIK,
des GROSSHERZOGTUMS LUXEMBURG,
des KÖNIGREICHS DER NIEDERLANDE,

ordnungsgemäss vertreten durch :

Herrn Raoul DOOREMAN, Geschäftsträger a.i. von Belgien in Luxemburg, und

Herrn Julien KUYPERS, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister;

Herrn Karl Graf von SPRETI, ausserordentlicher und bevollmächtigter Botschafter der Bundesrepublik Deutschland in Luxemburg;

Herrn Pierre-Alfred SAFFROY, ausserordentlicher und bevollmächtigter Botschafter Frankreichs in Luxemburg;

Herrn Antonio VENTURINI, ausserordentlicher und bevollmächtigter Botschafter Italiens in Luxemburg;

Herrn Joseph BECH, Präsident der Regierung, Minister für Auswärtige Angelegenheiten des Grossherzogtums Luxemburg, und

Herrn Pierre FRIEDEN, Minister für Nationale Erziehung des Grossherzogtums Luxemburg;

Herrn Adriaan-Hendrik PHILIPSE, ausserordentlicher und bevollmächtigter Botschafter der Niederlande in Luxemburg;

IN DER ERWÄGUNG, dass die Anwesenheit am vorläufigen Sitz der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl von Kindern der Beamten aus den Mitgliedstaaten den Aufbau eines Schulunterrichtes in den Muttersprachen der Beteiligten notwendig gemacht hat;

IN DER ERWÄGUNG, dass auf Anregung der Vereinigung für Erziehungs- und Familienangelegenheiten der Beamten der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl im Einvernehmen mit der luxemburgischen Regierung und mit der materiellen und ideellen Unterstützung der Organe der Gemeinschaft eine Grundschule gegründet worden ist;

IN DER ERWÄGUNG, dass unter Mitwirkung der sechs Mitgliedstaaten, welche die Gemeinschaft begründet haben, und der Gemeinschaft selbst in der Folgezeit der Schulunterricht nach und nach auf den höheren Schulunterricht ausgedehnt worden ist;

IN DER ERWÄGUNG des grossen Erfolges, von dem der Versuch gekrönt war, Kindern verschiedener Nationalität gemeinsam Unterricht zu erteilen nach einem Unterrichtsplan, der die gemeinsamen Aspekte der nationalen Erziehungs-traditionen und die verschiedenen Kulturen, die zusammen die europäische Zivilisation ausmachen, soweit wie möglich in Betracht zieht;

IN DER ERWÄGUNG ferner des kulturellen Interesses, das die Teilnehmerstaaten an der Fortsetzung und Festigung eines Werkes haben, das dem Geist der Zusammenarbeit, von dem sie durchdrungen sind, entspricht;

IN DER ERWÄGUNG, dass es folglich sehr wünschenswert ist, dieser Schule eine endgültige Satzung zu geben und den Unterricht an derselben durch die Anerkennung der von ihr ausgestellten Diplome und Zeugnisse zu bestätigen,

HABEN FOLGENDES VEREINBART UND BESCHLOSSEN :

ERSTER TITEL

EUROPÄISCHE SCHULE

Artikel 1

Am Sitz der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl wird eine Lehr- und Erziehungsanstalt gegründet; sie trägt den Namen « Europäische Schule » und wird nachstehend « Schule » genannt.

Artikel 2

In die Schule werden Kinder der Staatsangehörigen der vertragschliessenden Teile aufgenommen. Kinder anderer Staatsangehörigkeit können nach den Regeln zugelassen werden, die der in Artikel 8 vorgesehene Oberste Schulrat aufstellt.

Artikel 3

Der Unterricht in der Schule umfasst die gesamte Dauer der Studien bis zur Beendigung des höheren Schulunterrichts. Er umfasst :

- 1) die Grundschule mit 5 Schuljahren;
- 2) die Höhere Schule mit 7 Schuljahren.

Die Schüler, die das für die Zulassung zur Grundschule erforderliche Alter noch nicht erreicht haben, werden gemäss den Bestimmungen der Allgemeinen Schulordnung in den Kindergarten aufgenommen.

Die Schüler, die den Unterricht der Schule bis zu dem nach dem Gesetz ihres Landes über die Volksschulpflicht festgesetzten Alter besucht haben, sind der Schulpflicht nachgekommen.

Artikel 4

Der Aufbau des Erziehungswesens der Schule beruht auf folgenden Grundsätzen:

- 1) Der Unterricht in den Kernfächern wird, so wie er vom Obersten Schulrat festgelegt wird, in den Amtssprachen der vertragschliessenden Teile gegeben.
- 2) Für alle Sprachabteilungen wird der Unterricht unter Zugrundelegung vereinheitlichter Lehr- und Stundenpläne erteilt.
- 3) Um die Einheit der Schule sowie die Annäherung und den kulturellen Austausch zwischen Schülern, der verschiedenen Sprachabteilungen zu fördern, werden bestimmte Stunden für Klassen derselben Stufe gemeinsam gegeben.
- 4) Zu diesem Zweck werden besondere Anstrengungen unternommen, um den Schülern eine genaue Kenntnis der lebenden Sprachen zu vermitteln.
- 5) Bei der Erziehung und dem Unterricht werden Gewissen und Überzeugung der Einzelnen geachtet.

Artikel 5

- 1) Die mit Erfolg durchlaufenen Schuljahre und die entsprechenden Reife- und Prüfungszeugnisse werden im Gebiet der vertragschliessenden Teile nach Maßgabe einer Gleichwertigkeitsliste und unter den Bedingungen anerkannt, die der in Artikel 8 vorgesehene Oberste Schulrat vorbehaltlich der Zustimmung der zuständigen innerstaatlichen Behörden festsetzt.
- 2) Am Ende des höheren Schulunterrichts können sich die Schüler der Schule der Europäischen Reifeprüfung unterziehen, deren Bedingungen in einem dieser Satzung als Anlage beizufügenden besonderen Abkommen näher bestimmt werden. Die Schüler, die diese Europäische Reifeprüfung an der Schule bestanden haben,
 - a) geniessen in ihrem Land alle Berechtigungen, die mit dem Besitz des Reifezeugnisses oder Zeugnisses, das bei Beendigung des höheren Schulunterrichts in diesem Lande ausgestellt wird, verbunden sind;
 - b) haben dasselbe Recht auf Zulassung an einer Hochschule im Gebiet der vertragschliessenden Teile wie die Staatsangehörigen des betreffenden Staates, die gleichwertige Zeugnisse besitzen.Im Sinne dieses Abkommens ist unter dem Wort «Hochschule» folgendes zu verstehen:
 - a) Universitäten,
 - b) Anstalten, die von dem vertragschliessenden Teil, in dessen Gebiet sie gelegen sind, einer Universität gleichgestellt werden.

Artikel 6

Im Hinblick auf die Gesetzgebung der einzelnen vertragschliessenden Teile hat die Schule die Stellung einer öffentlichen Anstalt. Sie besitzt Rechtspersönlichkeit, soweit dies für die Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich ist. Sie ist finanziell unabhängig und kann vor Gericht klagen und verklagt werden. Sie kann bewegliche und unbewegliche Güter erwerben und veräussern, soweit dies für die Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich ist.

ZWEITER TITEL

ORGANE DER SCHULE

Artikel 7

Die Schule hat folgende Organe :

- 1) den Obersten Schulrat (Conseil Supérieur),
- 2) die Inspektionsausschüsse,
- 3) den Verwaltungsrat,
- 4) den Schuldirektor.

KAPITEL 1

Der Oberste Schulrat

Artikel 8

Der Oberste Schulrat wird von dem Minister oder von den Ministern eines jeden der vertragschliessenden Teile gebildet, zu dessen oder deren Geschäftsbereich die nationale Erziehung

und/oder die kulturellen Beziehungen mit dem Ausland gehören. (1) Der Oberste Schulrat tritt mindestens einmal jährlich zusammen. Die Minister können sich dabei vertreten lassen.

Der Oberste Schulrat wählt für ein Jahr seinen Präsidenten aus seiner Mitte.

Artikel 9

Der Oberste Schulrat hat für die Durchführung dieses Abkommens zu sorgen; er verfügt über die zu diesem Zweck erforderlichen Befugnisse auf dem Gebiet des Erziehungswesens, des Haushalts und der Verwaltung. Er stellt im gemeinsamen Einvernehmen die Allgemeine Schulordnung auf.

Artikel 10

► Auf dem Gebiet des Erziehungswesens und des Haushalts werden die Beschlüsse des Obersten Schulrats einstimmig von den vertretenen vertragschliessenden Teilen gefasst. Auf dem Gebiet der Verwaltung wird mit einer Mehrheit von zwei Dritteln beschlossen. Bei allen Abstimmungen verfügt jeder der vertretenen vertragschliessenden Teile über eine Stimme.

(1) Für die Bundesrepublik Deutschland sind der Aussenminister und der Präsident der Ständigen Konferenz der Kultusminister zuständig.

Artikel 11

Auf dem Gebiet des Erziehungswesens bestimmt der Oberste Schulrat die Richtlinien und den Aufbau des Unterrichts. Insbesondere gilt folgendes:

- 1) Auf Vorschlag des zuständigen Inspektionsausschusses setzt er aufeinander abgestimmte Lehr- und Stundenpläne für jedes Schuljahr und jede von ihm eingerichtete Abteilung fest und gibt allgemeine Weisungen für die Wahl der Unterrichtsmethoden.
- 2) Er sorgt für die Aufsicht über den Unterricht durch die Inspektionsausschüsse.
- 3) Er setzt das vorgeschriebene Alter für den Eintritt in die verschiedenen Schulstufen fest. Er stellt die Richtlinien auf für die Versetzung der Schüler in die nächsthöhere Klasse oder in die Höhere Schule. Damit die Schüler jederzeit in die Schulen der einzelnen Länder aufgenommen werden können, setzt er die Bedingungen fest, unter denen die erfolgreich abgeschlossenen Schuljahre der Schule gewertet werden.
- 4) Er richtet Prüfungen ein, die dazu bestimmt sind, als Abschluß der in der Schule geleisteten Arbeit zu gelten; er erläßt die Prüfungsordnung, setzt die Prüfungsausschüsse ein und stellt die Reifezeugnisse aus. Er legt die Prüfungsarbeiten auf einen Stand fest, der für das Wirksamwerden der Bestimmungen des Artikels 5 genügt. Er stellt die in Artikel 5 vorgesehene Gleichwertigkeitsliste auf.

Artikel 12

Auf dem Gebiet der Verwaltung hat der Oberste Schulrat folgende Aufgaben:

- 1) Er bestimmt jährlich seinen Vertreter im Verwaltungsrat, der in Artikel 20 vorgesehen ist; dieser Vertreter
 - a) pflegt die Beziehungen zu den vertragschliessenden Teilen zwischen den Tagungen des Obersten Schulrats;
 - b) überwacht die Durchführung der Beschlüsse des Obersten Schulrats;
 - c) vertritt die Schule rechtlich;
 - d) steht dem Verwaltungsrat vor.
- 2) Er ernennt den Direktor der Schule und bestimmt seine Rechtsstellung.
- 3) Er bestimmt jährlich auf Vorschlag der Inspektionsausschüsse den Personalbedarf und regelt zusammen mit den Regierungen die Fragen der Abordnung oder Beurlaubung der Lehrer für den Dienst an der Höheren Schule und der Grundschule sowie der Aufsichtspersonen der Schule in der Weise, daß diese ihre Rechte auf Beförderung und auf Ruhegehalt nach Maßgabe der betreffenden staatlichen Regelung bewahren und in den Genuß der Vorteile gelangen, die den Beamten ihrer Kategorie im Ausland gewährt werden;

- 4) Auf Vorschlag der Inspektionsausschüsse bestimmt er einstimmig nach aufeinander abgestimmten Regeln die Rechtsstellung des Lehrkörpers an der Schule.

Artikel 13

Auf dem Gebiet des Haushalts wird der Oberste Schulrat wie folgt tätig :

- 1) Er verabschiedet den Haushaltsvoranschlag der Einnahmen und Ausgaben der Schule, der vom Verwaltungsrat ausgearbeitet wird;
- 2) er nimmt einstimmig eine angemessene Verteilung der Lasten auf alle vertragschliessenden Teile vor;
- 3) er genehmigt den vom Verwaltungsrat vorgelegten Jahresabschluss.

Artikel 14

Der Oberste Schulrat gibt sich eine Geschäftsordnung.

KAPITEL 2

Die Inspektionsausschüsse

Artikel 15

Es werden zwei Inspektionsausschüsse für die Schule eingesetzt, der eine für den Kindergarten und die Grundschule, der andere für die Höhere Schule.

Artikel 16

Jeder der vertragschliessenden Teile ist in jedem der beiden Ausschüsse durch ein Mitglied vertreten. Dieses Mitglied

wird auf Vorschlag der betreffenden Vertragspartei vom Obersten Schulrat ernannt.

Artikel 17

Die Inspektionsausschüsse treten in regelmässigen Zeitabständen zusammen und

- 1) äussern sich über den Stand, der im Unterricht erreicht ist, und über die Güte der Unterrichtsmethoden;
- 2) geben dem Direktor und dem Lehrkörper die besonderen Weisungen, die sich aus ihren Inspektionen ergeben;
- 3) unterbreiten dem Obersten Schulrat die Vorschläge gemäss Artikel 11 und 12 und gegebenenfalls Vorschläge für die Gestaltung der Lehrpläne und den Aufbau des Unterrichts;
- 4) entscheiden am Ende des Schuljahres auf Vorschlag des Direktors über die Versetzung der Schüler in die nächsthöhere Klasse.

Artikel 18

Gleichzeitig kann jeder Inspektor durch die zuständigen Stellen seines Staates und in seiner jeweiligen Unterrichtsstufe mit der pädagogischen Aufsicht über die Lehrer betraut werden, die aus seiner Verwaltung stammen.

Er unterstützt in ihrer Aufgabe alle Personen, die nach den Rechtsvorschriften des betreffenden Staates befugt sind, das Personal zu beaufsichtigen und zu beraten, das ihm untersteht.

Artikel 19

Die Richtlinien für die Tätigkeit der Inspektionsausschüsse werden vom Obersten Schulrat festgelegt.

KAPITEL 3

Der Verwaltungsrat

Artikel 20

Der in Artikel 7 vorgesehene Verwaltungsrat besteht aus folgenden sechs Mitgliedern unter dem Vorbehalt einer Abweichung nach Artikel 27:

- 1) dem Vertreter des Obersten Schulrats als Vorsitzenden;
- 2) dem Direktor der Schule;
- 3) zwei Mitgliedern, die vom Obersten Schulrat nach zwei Listen gewählt werden, die mindestens zwei Namen enthalten und deren eine vom Lehrkörper der Höheren Schule, deren andere vom Lehrkörper der Grundschule und des Kindergartens gemeinsam aufgestellt wird;
- 4) zwei vom Obersten Schulrat zugelassenen Mitgliedern als Vertreter der Elternvereinigung.

In Ausnahmefällen kann der Vorsitzende die Durchführung eines Beschlusses des Verwaltungsrates aussetzen und hierüber im Dringlichkeitsverfahren an den Obersten Schulrat berichten, der die notwendigen Entscheidungen trifft.

Artikel 21

Der Verwaltungsrat

- 1) arbeitet den Haushaltsvoranschlag der Einnahmen und Ausgaben aus, legt ihn dem Obersten Schulrat vor, überwacht seine Durchführung und stellt den Jahresabschluss auf;
- 2) verwaltet das Vermögen der Schule;
- 3) schafft die günstigsten materiellen Voraussetzungen und Bedingungen für ein gedeihliches Arbeiten der Schule;
- 4) erfüllt alle weiteren Verwaltungsaufgaben, die ihm durch den Obersten Schulrat übertragen werden.

KAPITEL 4

Der Schuldirektor

Artikel 22

Der Direktor erfüllt seine Amtspflichten im Rahmen der in Artikel 9 vorgesehenen Schulordnung und des Artikels 23.

Ihm obliegt insbesondere:

- 1) den Unterricht zu koordinieren; zu diesem Zweck vor allem beruft er gemäß den Bedingungen, die von der Allgemeinen Schulordnung festgelegt werden, die Lehrerkonferenzen ein und führt in ihnen den Vorsitz;

- 2) die Weisungen des Obersten Schulrats und der Inspektionsausschüsse auf dem Gebiete des Erziehungswesens und der Verwaltung auszuführen;
- 3) die Personalverwaltung der Schule zu führen;
- 4) die Ausführung des Einnahmen- und Ausgabenhaushalts unter Aufsicht des Verwaltungsrates.

Artikel 23

Der Direktor muss die Befähigung zur Leitung einer Unterrichtsanstalt, deren Reifezeugnis zum Universitätsbesuch berechtigt, besitzen. Er ist dem Obersten Schulrat verantwortlich.

DRITTER TITEL

ELTERNVEREINIGUNG

Artikel 24

Der Oberste Schulrat erkennt eine Vertretung der Elternschaft in der Form einer Vereinigung an, sofern diese bezweckt:

- 1) den Schulbehörden die Wünsche der Eltern und ihre Anregungen in Fragen der Schulorganisation mitzuteilen;
- 2) in Verbindung mit dem Verwaltungsrat die im Zusammenhang mit dem Schulleben stehenden Tätigkeiten zu gestalten.

Die anerkannte Elternvereinigung wird durch den Schuldirektor oder die Vertretung der Eltern im Verwaltungsrat über die Angelegenheiten der Schule regelmäßig unterrichtet.

VIERTER TITEL

HAUSHALT

Artikel 25

Das Rechnungsjahr der Schule beginnt jeweils am 1. Juli und endet am 30. Juni des nächsten Jahres.

Artikel 26

Das Einnahmen- und Ausgabenbudget der Schule wird finanziert durch :

- 1) die Beiträge der vertragschliessenden Teile auf der Grundlage der vom Obersten Schulrat vorgenommenen Lastenverteilung;
- 2) die Subventionen der Organe der Gemeinschaft, mit denen die Schule Abkommen geschlossen hat;
- 3) Schenkungen und Vermächtnisse, die vom Obersten Schulrat angenommen werden;
- 4) das Schulgeld, das den Eltern der Schüler auf Beschluss des Obersten Schulrates auferlegt wird.

FÜNFTER TITEL

BESONDERE BESTIMMUNGEN

Artikel 27

Der Oberste Schulrat kann mit der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl jedes Übereinkommen über die Schule schliessen. Die Gemeinschaft erhält sodann einen Sitz im Obersten Schulrat sowie im Verwaltungsrat. Die Zahl der stimmberechtigten Mitglieder des Obersten Schulrates sowie die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates werden dann auf je sieben erhöht.

Artikel 28

Der Oberste Schulrat kann mit der Regierung des Landes, in dem sich die Schule befindet, zusätzliche Übereinkommen jeder Art schliessen, um der Schule die besten materiellen und ideellen Bedingungen für ihre Tätigkeit zu geben.

Artikel 29

Bei der Unterzeichnung dieser Satzung kann die luxemburgische Regierung Vorbehalte machen, die ihre Eigen-

schaft als Regierung des Landes des Schulsitzes und ihre eigene Schulgesetzgebung betreffen.

Artikel 30

- 1) Die vertragschliessenden Teile können diese Satzung durch schriftliche Mitteilung an die luxemburgische Regierung kündigen; die luxemburgische Regierung wird sämtliche vertragschliessenden Teile von dem Eingang dieser Mitteilung in Kenntnis setzen. Die Kündigung wird wirksam an dem Ersten September, der der Mitteilung folgt, vorausgesetzt, dass die Mitteilung mindestens 12 Monate zuvor ergangen ist.
- 2) Der vertragschliessende Teil, der diese Satzung kündigt, verzichtet auf jeden Anteil an dem Vermögen der Schule. Der Oberste Schulrat beschliesst über die infolge der Kündigung durch einen der vertragschliessenden Teile zu treffenden Organisationsmassnahmen mit einer Mehrheit von zwei Dritteln.
- 3) Sollte auf Grund eines einstimmigen Beschlusses der vertragschliessenden Teile die Schule aufgelöst werden, so trifft der Oberste Schulrat alle nach seinem Ermessen notwendigen Massnahmen, insbesondere soweit sie sich auf die Aufteilung des Vermögens der Schule beziehen.

Artikel 31

- 1) Jede Regierung, die diese Satzung nicht unterzeichnet hat, kann um den Beitritt zu ihr nachsuchen.

Dies geschieht durch eine schriftliche Mitteilung an die luxemburgische Regierung, die jeden der vertragschliessenden Teile hiervon in Kenntnis setzt.

- 2) Für die Aufnahme müssen alle vertragschliessenden Teile ihre Zustimmung geben.
- 3) Ist sie erfolgt, so wird der Beitritt an dem Ersten September wirksam, der auf die Hinterlegung der Beitrittsurkunde bei der luxemburgischen Regierung folgt.
- 4) Die Zusammensetzung des Obersten Schulrats und der Inspektionsausschüsse wird alsdann entsprechend geändert.

Artikel 32

- 1) Diese Satzung soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden bei der luxemburgischen Regierung hinterlegt, die die Hinterlegung allen anderen Signatarstaaten mitteilt.
- 2) Die Satzung tritt in Kraft mit der Hinterlegung der vierten Ratifikationsurkunde.

Diese Satzung ist ausgefertigt in einem einzigen Exemplar in deutscher, französischer, italienischer und niederländischer Sprache und wird in den Archiven der luxemburgischen Regierung hinterlegt. Die luxemburgische Regierung wird eine beglaubigte Abschrift jedem der vertragschliessenden Teile übersenden.

I Governi

del REGNO DEL BELGIO
della REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA
della REPUBBLICA FRANCESE
della REPUBBLICA ITALIANA
del GRANDUCATO DEL LUSSEMBURGO
del REGNO DEI PAESI BASSI

debitamente rappresentati da :

Sig. Raoul DOOREMAN, Incaricato d'Affari a. i. del Belgio a Lussemburgo, e

Sig. Julien KUYPERS, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario;

Conte Karl VON SPRETI, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario della Repubblica Federale di Germania a Lussemburgo;

Sig. Pierre-Alfred SAFFROY, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario di Francia a Lussemburgo;

Sig. Antonio VENTURINI, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario d'Italia a Lussemburgo;

Sig. Joseph BECH, Presidente del Governo e Ministro degli Affari Esteri del Granducato del Lussemburgo, e

Sig. Pierre FRIEDEN, Ministro dell'Educazione Nazionale del Granducato del Lussemburgo;

Sig. Adriaan Hendrik PHILIPSE, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario dei Paesi Bassi a Lussemburgo;

CONSIDERANDO che la presenza, nella sede provvisoria della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio, di figli di funzionari provenienti dagli Stati membri ha reso necessario organizzare l'insegnamento nelle lingue materne degli interessati;

CONSIDERANDO che, su iniziativa dell'Associazione a fini educativi e familiari dei funzionari della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio, è stata istituita una Scuola elementare con l'accordo del Governo lussemburghese e l'appoggio materiale e morale delle Istituzioni della Comunità;

CONSIDERANDO che, in seguito, il ciclo degli studi è stato progressivamente esteso all'insegnamento medio grazie alla cooperazione fra i sei Stati fondatori della Comunità, e la Comunità stessa;

CONSIDERANDO il pieno successo di questo esperimento diretto ad educare in comune fanciulli di nazionalità diverse conformemente ad un programma di studi che rispecchia nel modo più ampio possibile gli aspetti comuni delle tradizioni educative nazionali e le varie culture che insieme formano la civiltà europea;

CONSIDERANDO inoltre l'interesse culturale degli Stati partecipanti nel proseguire e consolidare un'opera che risponde allo spirito di cooperazione che li anima;

CONSIDERANDO pertanto altamente auspicabile accordare a tale Scuola uno Statuto definitivo e riconoscerne l'insegnamento col sancire la validità dei diplomi e dei certificati che la Scuola stessa rilascerà;

HANNO CONVENUTO E DECISO LE DISPOSIZIONI SEGUENTI :

TITOLO PRIMO

LA SCUOLA EUROPEA

Articolo 1

Presso la sede della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio è creato un istituto d'insegnamento e di educazione chiamato « Scuola Europea », denominata qui di seguito Scuola.

Articolo 2

Sono ammessi a frequentare la Scuola i figli dei cittadini delle Parti contraenti. Gli alunni di altre nazionalità possono ottenere l'iscrizione secondo le norme stabilite dal Consiglio Superiore previsto dall'articolo 8.

Articolo 3

L'insegnamento impartito nella Scuola comprende l'intero corso degli studi fino al termine degli studi medi. Esso comprende :

- 1) un ciclo elementare di 5 anni di insegnamento;
- 2) un ciclo medio di 7 anni di insegnamento.

Gli allievi che non abbiano raggiunto l'età prescritta per l'ammissione al ciclo elementare sono accolti nel giardino d'infanzia, conformemente alle norme del Regolamento generale della Scuola.

Per gli alunni che abbiano seguito i corsi della Scuola fino all'età stabilita nel loro paese per la frequenza scolastica obbligatoria, tale obbligo sarà considerato adempiuto.

Articolo 4

L'organizzazione didattica della Scuola si basa sui seguenti principi :

- 1) L'insegnamento di base, quale sarà stabilito dal Consiglio Superiore, sarà impartito nelle lingue ufficiali delle Parti contraenti.
- 2) In tutte le sezioni linguistiche, l'insegnamento è impartito secondo programmi ed orari unificati.
- 3) Allo scopo di favorire l'unità della Scuola, una migliore intesa e gli scambi culturali fra gli allievi delle varie sezioni linguistiche, per alcune materie le lezioni sono tenute in comune a più classi dello stesso livello.
- 4) A tal fine si avrà particolare cura di fornire agli allievi una conoscenza approfondita delle lingue moderne.
- 5) Nell'educazione e nell'insegnamento saranno rispettate la libertà di coscienza e di opinione.

Articolo 5

- 1) Gli anni di studio compiuti con buon esito nella Scuola nonchè i diplomi e certificati di studi hanno

valore nel territorio delle Parti contraenti conformemente a una tabella di equivalenze e alle condizioni stabilite dal Consiglio Superiore previsto dallo articolo 8, con riserva del benessere degli organi nazionali competenti.

- 2) Al termine degli studi medi, gli allievi della Scuola possono sostenere gli esami di licenza liceale europea, le cui modalità sono stabilite da un Accordo particolare che sarà allegato al presente Statuto. I titolari della Licenza liceale europea conseguita presso la Scuola:
 - a) godono nei loro paesi rispettivi di tutti i vantaggi connessi al possesso del diploma o certificato rilasciato al termine degli studi medi nei paesi stessi;
 - b) possono chiedere l'ammissione in qualsiasi università esistente nel territorio delle Parti contraenti, a parità di diritti con gli studenti nazionali forniti di titoli di studio equivalenti.

Nell'applicazione della presente convenzione, per « università » si intendono :

- a) le Università,
- b) gli Istituti cui è riconosciuto carattere analogo a quello delle università dalla Parte contraente nel cui territorio essi hanno sede.

Articolo 6

La Scuola, nei riguardi della legislazione di ciascuna delle Parti contraenti, ha lo stato giuridico di un istituto pub-

blico; ha la personalità giuridica necessaria al conseguimento dei suoi scopi; gode di autonomia finanziaria e può stare in giudizio; può acquistare ed alienare i beni immobili e mobili necessari al raggiungimento delle sue finalità.

TITOLO SECONDO

GLI ORGANI DELLA SCUOLA

Articolo 7

Gli organi della Scuola sono :

- 1) il Consiglio Superiore,
- 2) i Consigli d'Ispezione,
- 3) il Consiglio d'Amministrazione,
- 4) il Direttore.

CAPITOLO I

Il Consiglio Superiore

Articolo 8

Il Consiglio Superiore è costituito dai Ministri di ciascuna delle Parti contraenti competenti per la pubblica istruzione e (o) per le relazioni culturali con l'estero (1). Il Consiglio si riunisce almeno una volta l'anno. I Ministri possono farsi rappresentare alla riunione.

Il Consiglio Superiore elegge fra i suoi membri il proprio Presidente per un anno.

(1) Per la Repubblica Federale di Germania sono competenti il Ministro degli Affari Esteri ed il Presidente della Conferenza Permanente dei Ministri della Pubblica Istruzione.

Articolo 9

Il Consiglio Superiore è incaricato dell'applicazione della presente Convenzione; a tal fine esso dispone dei poteri necessari in materia didattica, finanziaria e amministrativa. Il Consiglio fissa di comune accordo il Regolamento generale della Scuola.

Articolo 10

In materia didattica e finanziaria, le decisioni del Consiglio Superiore sono adottate all'unanimità delle Parti rappresentate; in materia amministrativa, a maggioranza di due terzi. In tutte le votazioni ciascuna delle Parti contraenti rappresentate dispone di un voto.

Articolo 11

In materia didattica, il Consiglio Superiore definisce l'orientamento degli studi e ne stabilisce l'organizzazione. In particolare:

- 1) su proposta del Consiglio d'Ispezione competente, fissa i programmi e gli orari armonizzati per ogni anno di studio e per ogni sezione da esso istituita e impartisce direttive generali per la scelta dei metodi;
- 2) provvede al controllo dell'insegnamento da parte dei Consigli d'Ispezione;

- 3) fissa l'età prescritta per l'ammissione ai vari cicli d'insegnamento; definisce le norme per il passaggio degli allievi alla classe superiore o al ciclo medio e, al fine di consentire loro in qualsiasi momento di proseguire gli studi nelle scuole nazionali, statuisce le condizioni alle quali sono convalidati gli anni di studio compiuti alla Scuola;
- 4) organizza gli esami destinati a sanzionare il lavoro compiuto nella Scuola, ne fissa il regolamento, costituisce le Commissioni esaminatrici e rilascia i diplomi; fissa le prove di questi esami ad un livello sufficiente a rendere operanti le norme dell'articolo 5; adotta la tabella di equivalenze prevista dal citato articolo.

Articolo 12

In materia amministrativa, il Consiglio Superiore :

- 1) nomina ogni anno nel Consiglio d'Amministrazione previsto dall'articolo 20 il suo rappresentante il quale :
- a) assicura i rapporti con le Parti contraenti nello intervallo fra l'una e l'altra sessione del Consiglio Superiore;
- b) controlla l'applicazione delle decisioni del Consiglio Superiore;
- c) rappresenta legalmente la Scuola;
- d) presiede il Consiglio d'Amministrazione;

- 2) nomina il Direttore della Scuola e ne fissa lo stato giuridico;
- 3) determina ogni anno, su proposta dei Consigli d'Ispezione, le necessità di personale e regola con i Governi le questioni relative all'assegnazione o al comando dei professori, dei maestri e dei sorveglianti della Scuola, in modo che essi conservino i diritti di carriera e al trattamento di quiescenza garantiti dal loro stato giuridico nel Paese di origine e godano dei benefici concessi ai funzionari della loro categoria in servizio all'estero;
- 4) stabilisce, all'unanimità, su proposta dei Consigli d'Ispezione ed in base a norme armonizzate, lo statuto interno del corpo insegnante.

Articolo 13

In materia di bilancio, il Consiglio Superiore :

- 1) approva il bilancio preventivo delle entrate e delle spese della Scuola predisposto dal Consiglio d'Amministrazione;
- 2) provvede con deliberazione unanime all'equa ripartizione degli oneri fra tutte le Parti contraenti;
- 3) approva il rendiconto annuale presentato dal Consiglio d'Amministrazione.

Articolo 14

Il Consiglio Superiore stabilisce il suo Regolamento interno.

CAPITOLO 2

I Consigli d'Ispezione

Articolo 15

Nella Scuola sono istituiti due Consigli d'Ispezione : uno per il giardino d'infanzia ed il ciclo elementare, l'altro per il ciclo medio.

Articolo 16

Ciascuna delle Parti contraenti è rappresentata nell'uno e nell'altro Consiglio da un membro, che viene designato dal Consiglio Superiore su proposta della Parte interessata.

Articolo 17

Nel corso di riunioni periodiche nei Consigli, gli Ispettori :

- 1) confrontano le loro osservazioni in ordine al livello raggiunto dagli studi ed alla efficienza dei metodi didattici;

- 2) impartiscono al Direttore ed al corpo insegnante le direttive speciali stabilite in esito alle loro ispezioni;
- 3) sottopongono al Consiglio Superiore le proposte previste dagli articoli 11 e 12, ed eventualmente altre proposte tendenti alla revisione dei programmi e all'organizzazione degli studi;
- 4) deliberano su proposta del Direttore, al termine dell'anno scolastico, sull'ammissione degli allievi alla classe superiore.

Articolo 18

Ogni ispettore può al tempo stesso essere incaricato dagli organi nazionali competenti e per il ciclo di studi di sua competenza, dell'assistenza didattica dei professori provenienti dalla sua stessa amministrazione.

Egli assiste nel suo incarico qualsiasi persona qualificata, in base alla sua legislazione nazionale, per ispezionare e consigliare il personale da lui dipendente.

Articolo 19

Le norme per il funzionamento dei Consigli d'Ispezione sono stabilite dal Consiglio Superiore.

CAPITOLO 3

Il Consiglio d'Amministrazione

Articolo 20

Il Consiglio d'Amministrazione previsto all'articolo 7 comprende sei membri, fatta salva la deroga di cui all'articolo 27 :

- 1) il rappresentante del Consiglio Superiore, Presidente,
- 2) il Direttore della Scuola,
- 3) due membri scelti dal Consiglio Superiore su due liste contenenti almeno due nomi ciascuna e presentate l'una dal corpo insegnante del ciclo medio e l'altra dal corpo insegnante del ciclo elementare e del giardino d'infanzia riuniti,
- 4) due rappresentanti dell'Associazione dei genitori degli allievi, la cui designazione dovrà essere approvata dal Consiglio Superiore.

In casi eccezionali il Presidente può sospendere l'esecuzione di una decisione del Consiglio d'Amministrazione e riferirne con procedura d'urgenza al Consiglio Superiore che adotterà i necessari provvedimenti.

Articolo 21

Il Consiglio d'Amministrazione :

- 1) prepara il bilancio di previsione delle entrate e delle spese, lo sottopone al Consiglio Superiore, ne controlla l'esecuzione ed elabora il rendiconto annuale;

- 2) gestisce i beni ed averi della Scuola;
- 3) ha cura che la Scuola funzioni nelle condizioni materiali e morali più favorevoli;
- 4) assolve ogni altro incarico amministrativo che gli venga affidato dal Consiglio Superiore.

CAPITOLO 4

Il Direttore

Articolo 22

Il Direttore esercita le sue funzioni nel quadro del Regolamento di cui all'articolo 9, e delle disposizioni dell'articolo 23.

Gli è specificamente affidato l'incarico di :

- 1) coordinare gli studi; a tale scopo egli riunisce e presiede i Consigli dei professori secondo le modalità che saranno stabilite dal Regolamento generale;
- 2) rendere operanti le direttive del Consiglio Superiore e dei Consigli d'Ispezione in materia didattica ed amministrativa;
- 3) amministrare il personale della Scuola;
- 4) dare esecuzione al bilancio di previsione delle entrate e delle spese sotto il controllo del Consiglio d'Amministrazione.

Articolo 23

Il Direttore dev'essere in possesso dei titoli richiesti per assumere la direzione di un istituto d'insegnamento il cui diploma finale è valido per l'iscrizione all'università. Egli risponde del suo operato al Consiglio Superiore.

TITOLO TERZO

L'ASSOCIAZIONE DEI GENITORI DEGLI ALLIEVI

Articolo 24

Il Consiglio Superiore riconosce un'Associazione rappresentativa dei genitori degli allievi in quanto abbia lo scopo:

- 1) di far conoscere alle autorità scolastiche i desideri dei genitori e le loro proposte sull'organizzazione della Scuola;
- 2) di organizzare, d'intesa con il Consiglio d'Amministrazione, le attività parascolastiche.

L'associazione che sarà stata riconosciuta, verrà periodicamente informata sulla vita della Scuola per il tramite del Direttore o dei rappresentanti dei genitori nel Consiglio d'Amministrazione.

TITOLO QUARTO

IL BILANCO DI PREVISIONE

Articolo 25

L'esercizio finanziario della Scuola va dal 1° luglio al 30 giugno dell'anno successivo.

Articolo 26

Il bilancio di previsione delle entrate e delle spese della Scuola è alimentato mediante :

- 1) i contributi versati dalle Parti contraenti in base alla ripartizione degli oneri stabilita dal Consiglio Superiore;
- 2) le sovvenzioni delle Istituzioni con le quali la Scuola ha concluso degli accordi;
- 3) le donazioni ed i lasciti accettati dal Consiglio Superiore;
- 4) le tasse scolastiche a carico dei genitori degli allievi per decisione del Consiglio Superiore.

TITOLO QUINTO

DISPOSIZIONI SPECIALI

Articolo 27

Il Consiglio Superiore può negoziare con la Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio, qualsiasi accordo in merito alla Scuola. In tal caso, alla Comunità spetterà un seggio nel Consiglio Superiore nonché nel Consiglio d'Amministrazione, e il numero dei membri del Consiglio d'Amministrazione, sarà portato a sette.

Articolo 28

Il Consiglio Superiore può negoziare con il Governo dello Stato in cui ha sede la Scuola qualsiasi accordo complementare allo scopo di garantire alla Scuola le migliori condizioni materiali e morali per il suo funzionamento.

Articolo 29

All'atto della firma del presente Statuto, il Governo lussemburghese potrà formulare riserve attinenti alla sua qualità di Governo del paese dove ha sede la Scuola e alla propria legislazione scolastica.

Articolo 30

- 1) Ciascuna Parte contraente potrà denunciare il presente Statuto mediante notificazione scritta diretta al Governo lussemburghese che provvederà a informarne tutte le Parti contraenti. La denuncia avrà effetto a partire dal 1° settembre successivo alla notificazione, semprechè questa sia avvenuta almeno 12 mesi prima.
- 2) La parte contraente che denuncia il presente Statuto rinuncia a qualsiasi quota degli averi della Scuola. Il Consiglio Superiore deciderà a maggioranza di due terzi le misure organizzative da adottare in seguito alla denuncia di una delle Parti contraenti.
- 3) Qualora, in seguito a decisione unanime delle Parti contraenti la Scuola dovesse essere posta in liquidazione, il Consiglio Superiore adotterà tutte le misure che giudicherà opportune, in particolare per quanto concerne la devoluzione degli averi della Scuola.

Articolo 31

- 1) Qualsiasi Governo che non sia firmatario del presente Statuto potrà chiedere di aderirvi. La domanda di adesione sarà rivolta per iscritto al Governo lussemburghese che ne darà avviso a ciascuna delle Parti contraenti.
- 2) Per essere accolta, la domanda dovrà ottenere il consenso unanime delle Parti contraenti.

- 3) Una volta ottenuto tale consenso, l'adesione avrà effetto dal 1° settembre successivo alla data di deposito degli strumenti d'adesione presso il Governo lussemburghese.
- 4) La composizione del Consiglio Superiore e quella dei Consigli d'Ispezione saranno allora modificate in conseguenza.

Articolo 32

- 1) Il presente Statuto sarà ratificato. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo lussemburghese, il quale notificherà tale deposito a tutti gli altri Governi firmatari.
- 2) Lo Statuto entrerà in vigore alla data del deposito del quarto strumento di ratifica.

Il presente Statuto, redatto in unico esemplare, in lingua francese, italiana, olandese e tedesca, sarà depositato negli Archivi del Governo lussemburghese, che ne rimetterà copia certificata conforme a ciascuna della Parti contraenti.

De Regeringen van

het KONINKRIJK BELGIË
de BONDSREPUBLIEK DUITSLAND
de FRANSE REPUBLIEK
de ITALIAANSE REPUBLIEK
het GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG
het KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

behoorlijk vertegenwoordigd door:

De Heer R. DOOREMAN, Zaakgelastigde a. i. van België te
Luxemburg, en

De Heer Julien KUYPERS, Buitengewoon Gezant en Gevolm-
machtigd Minister;

Graaf K. VON SPRETI, Buitengewoon en Gevolmachtigd Am-
bassadeur van de Duitse Bondsrepubliek te Luxemburg;

De Heer P. A. SAFFROY, Buitengewoon en Gevolmachtigd
Ambassadeur van Frankrijk te Luxemburg;

De Heer A. VENTURINI, Buitengewoon en Gevolmachtigd
Ambassadeur van Italië te Luxemburg;

De Heer J. BECH, Minister-President, Minister van Buiten-
landse Zaken van het Groothertogdom Luxemburg, en

De Heer P. FRIEDEN, Minister van Onderwijs van het Groot-
hertogdom Luxemburg;

Dr. A. H. PHILIPSE, Buitengewoon en Gevolmachtigd Amba-
sadeur der Nederlanden te Luxemburg;

OVERWEGENDE, dat ter plaatse waar de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal voorlopig haar zetel heeft gevestigd, de aanwezigheid van kinderen van functionarissen, afkomstig uit de Leden-Staten, de organisatie van onderwijs in de moedertaal van de belanghebbenden noodzakelijk heeft gemaakt;

OVERWEGENDE, dat op initiatief van de Vereniging voor Opvoedkundige en Gezinsbelangen van de functionarissen van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, met goedvinden van de Luxemburgse Regering, en met de materiële en morele steun van de Instellingen van de Gemeenschap een lagere school is opgericht;

OVERWEGENDE, dat vervolgens aan deze school geleidelijk klassen voor middelbaar onderwijs zijn toegevoegd, dank zij de samenwerking tussen de zes Staten, die de Gemeenschap hebben opgericht, en de Gemeenschap zelf;

OVERWEGENDE, dat dit experiment van gemeenschappelijke opvoeding van kinderen van verschillende nationaliteit, overeenkomstig een leerplan, dat zoveel mogelijk de gemeenschappelijke aspecten der nationale opvoedkundige tradities en de verschillende culturen, die tezamen de Europese beschaving vormen, weerspiegelt, volledig is geslaagd;

OVERWEGENDE voorts, dat het voor de Leden-Staten van cultureel belang is een werk, dat beantwoordt aan de hen bezielende geest van samenwerking, voort te zetten en te consolideren;

OVERWEGENDE, dat het thans in hoge mate wenselijk is een definitief Statuut aan deze School te geven en de door haar uit te reiken diploma's en getuigschriften te erkennen;

ZIJN OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT:

TITEL I

DE EUROPESE SCHOOL

Artikel 1

Ter plaatse waar de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal haar zetel heeft, wordt opgericht een instelling voor onderwijs en opvoeding, geheten « De Europese School », hierna te noemen « de School ».

Artikel 2

De School is toegankelijk voor kinderen van onderdanen der Verdragsluitende Partijen. Kinderen van andere nationaliteit kunnen tot de School worden toegelaten volgens regelen te stellen door de Raad van Bestuur, bedoeld in artikel 8.

Artikel 3

Het aan de School te geven onderwijs omvat het gehele lager en middelbaar onderwijs, te weten :

- 1) lager onderwijs gedurende vijf jaren;
- 2) middelbaar onderwijs gedurende zeven jaren.

De leerlingen, die de voor toelating tot het lager onderwijs vereiste leeftijd nog niet hebben bereikt, kunnen, overeenkomstig de bepalingen van het Algemeen Reglement van de School, in de kleuterafdeling worden opgenomen.

De leerlingen, die de School hebben bezocht tot de door de wet op de leerplicht van hun land vereiste leeftijd, worden geacht aan deze plicht te hebben voldaan.

Artikel 4

De opvoedkundige organisatie van de School berust op de volgende beginselen :

- 1) Het basisonderwijs, zoals dat door de Raad van Bestuur wordt vastgesteld, wordt gegeven in de officiële talen van de Verdragsluitende Partijen;
- 2) In alle taalafdelingen wordt het onderwijs gegeven op basis van overeenkomstige leerplannen en lesroosters;
- 3) Ter bevordering van de eenheid in de School, alsmede van de onderlinge toenadering en van het cultureel contact onder de leerlingen van de verschillende taalafdelingen, worden aan klassen van gelijk niveau bepaalde vakken gemeenschappelijk onderwezen;
- 4) Te dien einde wordt er in het bijzonder naar gestreefd de leerlingen een grondige kennis van de levende talen bij te brengen;
- 5) De opvoeding en het onderwijs worden gegeven met eerbiediging van een ieders geweten en overtuiging.

Artikel 5

- 1) De jaren, gedurende welke de leerlingen het onderwijs aan de School met vrucht hebben gevolgd, en de diploma's en getuigschriften, ten bewijze daarvan afgegeven, worden op het grondgebied van de Verdragsluitende Partijen erkend volgens een tabel van gelijkwaardigheid en op de voorwaarden, vastgesteld door de Raad van Bestuur, bedoeld in artikel 8, zulks onder voorbehoud van de instemming van de bevoegde nationale instanties.
- 2) Aan het einde van de middelbare-schoolopleiding kunnen de leerlingen van de School het Europese Baccalaureaatsexamen afleggen, waarvoor de eisen zijn vastgelegd in een bijzondere overeenkomst, welke bij dit Statuut zal worden gevoegd. De houders van het door de School uitgereikte Europese Baccalaureaatsdiploma:
 - a) genieten in hun respectieve landen alle voordelen, die zijn verbonden aan het bezit van het diploma of getuigschrift, dat in die landen wordt uitgereikt aan het einde van de middelbare opleiding;
 - b) kunnen met dezelfde rechten als de in het bezit van gelijkwaardige diploma's zijnde landgenoten worden toegelaten tot de universiteiten op het grondgebied van de Verdragsluitende Partijen.

Voor de toepassing van dit verdrag worden onder « universiteiten » verstaan :

- a) de universiteiten, en
- b) de instellingen, die door de Verdragsluitende Partij, op welker grondgebied zij zijn gelegen, als daarmede gelijkwaardig worden beschouwd.

Artikel 6

Ten aanzien van de wetgeving van elk der Verdragsluitende Partijen bezit de School de status van « openbare instelling »; zij bezit de rechtspersoonlijkheid die vereist is voor de verwezenlijking van haar doel; zij is financieel zelfstandig en kan in rechte optreden; zij kan roerende en onroerende goederen, die nodig zijn tot verwezenlijking van haar doel, verkrijgen en vervreemden.

TITEL II

DE ORGANEN VAN DE SCHOOL

Artikel 7

De organen van de School zijn :

- 1) De Raad van Bestuur,
- 2) De Commissies van Inspecteurs,
- 3) Het Dagelijks Bestuur,
- 4) De Directeur.

HOOFDSTUK 1

De Raad van Bestuur

Artikel 8

De Raad van Bestuur bestaat uit de Minister of de Ministers van elk der Verdragsluitende Partijen, tot wiens of wier ambtsgebied het Onderwijs en/of de Culturele Betrek-

kingen met het Buitenland behoren (1). Hij vergadert ten minste eenmaal per jaar. De Ministers kunnen zich daarbij laten vertegenwoordigen.

De Raad van Bestuur kiest jaarlijks uit zijn midden een voorzitter.

Artikel 9

De Raad van Bestuur is belast met de uitvoering van dit verdrag; te dien einde beschikt hij over de nodige bevoegdheden op opvoedkundig, budgettair en administratief gebied. Hij stelt met eenparigheid van stemmen het Algemeen Reglement van de School vast.

Artikel 10

In opvoedkundige en budgettaire aangelegenheden worden de besluiten van de Raad van Bestuur genomen met algemene stemmen van de daarin vertegenwoordigde Partijen. In administratieve aangelegenheden worden zij genomen met een meerderheid van 2/3. Bij het stemmen beschikt ieder der vertegenwoordigde Partijen over één stem.

Artikel 11

Op opvoedkundig gebied bepaalt de Raad van Bestuur de richting en de organisatie van het onderwijs. In het bijzonder:

(1) Voor de Bondsrepubliek Duitsland zijn bevoegd de Minister van Buitenlandse Zaken en de Voorzitter van de Permanente Raad van Ministers van Onderwijs.

- 1) stelt hij, op voorstel van de bevoegde Commissie van Inspecteurs, voor elk schooljaar en voor elke door hem gevormde afdeling geharmoniseerde leerplannen en lesroosters vast, alsmede algemene richtlijnen voor de keuze der onderwijsmethododes;
- 2) draagt hij het toezicht op het onderwijs op aan de Commissies van Inspecteurs;
- 3) stelt hij voor het lager en voor het middelbaar onderwijs de toelatingsleeftijd vast; geeft hij voorschriften betreffende de overgang van de leerlingen naar een hogere klas of naar het middelbaar onderwijs; bepaalt hij de wijze, waarop de jaren, gedurende welke het onderwijs aan de School is gevolgd, worden meegeteld, ten einde het de leerlingen mogelijk te maken te allen tijde hun studie aan nationale scholen voort te zetten;
- 4) stelt hij examens in, die moeten worden afgelegd ten bewijze, dat het onderwijs aan de School met vrucht is gevolgd; stelt daarvoor voorschriften vast, benoemt de examencommissies en reikt de getuigschriften uit. Hij bepaalt de examenopgaven, op zodanige wijze, dat aan de bepalingen van artikel 5 wordt voldaan. Hij stelt de in artikel 5 bedoelde tabel van gelijkwaardigheid vast.

Artikel 12

De Raad van Bestuur, handelende in administratieve aangelegenheden:

- 1) wijst elk jaar zijn vertegenwoordiger aan in het Dagelijks Bestuur, bedoeld in artikel 20. Deze vertegenwoordiger:
 - a) onderhoudt de betrekkingen met de Verdragsluitende Partijen gedurende de perioden dat de Raad van Bestuur niet in zitting bijeen is;
 - b) controleert de uitvoering van de besluiten van laatstgenoemde Raad;
 - c) vertegenwoordigt de School in rechte;
 - d) is voorzitter van het Dagelijks Bestuur;
- 2) benoemt de Directeur van de School en bepaalt diens statuut;
- 3) stelt jaarlijks, op voorstel van de Commissies van Inspecteurs, de behoeften aan personeel vast en regelt, in overleg met de Regeringen, de zaken die verband houden met de aanstelling of de detachering van leraren, onderwijzers en surveillanten aan de School, in dier voege, dat dezen de rechten op bevordering en pensionering behouden, die hun door hun nationale positierегeling worden gewaarborgd, en de voordelen genieten, toegekend aan de tot hun groep behorende ambtenaren in het buitenland;
- 4) stelt met algemene stemmen, op voorstel van de Commissies van Inspecteurs, voor het Onderwijzend Personeel een geharmoniseerd Statuut van inwendige orde vast.

Artikel 13

De Raad van Bestuur, handelende in begrotingsaangelegenheden :

- 1) stelt de door het Dagelijks Bestuur voorbereide begroting van inkomsten en uitgaven van de School vast;
- 2) verdeelt met algemene stemmen de te dragen lasten naar billijkheid over de Verdragsluitende Partijen;
- 3) keurt het door het Dagelijks Bestuur ingediende financieel jaarverslag goed.

Artikel 14

De Raad van Bestuur stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

HOOFDSTUK 2

De Commissies van Inspecteurs

Artikel 15

Aan de School worden twee Commissies van Inspecteurs gevormd: één voor het kleuter- en het lager onderwijs en één voor het middelbaar onderwijs.

Artikel 16

Elk der Verdragsluitende Partijen wordt in elke Commissie door één lid vertegenwoordigd. Dit lid wordt door de Raad van Bestuur aangewezen op voorstel van de belanghebbende Partij.

Artikel 17

De Inspecteurs, op geregelde tijden in vergadering bijeen,

- 1) wisselen hun ervaringen uit aangaande de resultaten van het onderwijs en de waarde van de onderwijsmethoden;
- 2) geven de Directeur en het Onderwijzend Personeel bijzondere richtlijnen op grond van hun bevindingen bij de inspecties;
- 3) verstrekken aan de Raad van Bestuur de adviezen bedoeld in de artikelen 11 en 12 en doen hem eventueel voorstellen met betrekking tot de samenstelling van de leerplannen en de organisatie van het onderwijs;
- 4) beslissen aan het einde van het schooljaar, op voorstel van de Directeur, over de toelating van de leerlingen tot een hogere klas.

Artikel 18

Iedere Inspecteur kan tevens voor het onder hem ressorterende onderwijs door de bevoegde nationale instanties worden belast met het toezicht over leraren en onderwijzers.

Hij staat een ieder terzijde, die volgens zijn nationale wetgeving bevoegd is toezicht te houden op of raad te geven aan het personeel, dat onder hem ressorteert.

Artikel 19

De werkzaamheden van de Commissies van Inspecteurs worden geregeld door de Raad van Bestuur.

HOOFDSTUK 3

Het Dagelijks Bestuur

Artikel 20

Het Dagelijks Bestuur, bedoeld in artikel 7, bestaat uit zes leden, behoudens de afwijking, bedoeld in artikel 27, te weten :

- 1) de vertegenwoordiger van de Raad van Bestuur - Voorzitter,
- 2) de Directeur van de School,
- 3) twee leden, gekozen door de Hoge Raad uit een tweetal lijsten, elk vermeldend ten minste twee namen, waarvan de ene door het onderwijzend personeel van het middelbaar onderwijs, de andere door het onderwijzend personeel van het lager en het kleuteronderwijs te zamen wordt opgesteld.

- 4) twee door de Raad van Bestuur aanvaarde leden, die de Oudervereniging vertegenwoordigen.

In uitzonderingsgevallen kan de Voorzitter de uitvoering van een besluit van het Dagelijks Bestuur opschorten. Hij geeft hiervan onverwijld kennis aan de Raad van Bestuur, die de nodige beslissingen neemt.

Artikel 21

Het Dagelijks Bestuur :

- 1) bereidt de begroting van inkomsten en uitgaven voor, legt deze voor aan de Raad van Bestuur, houdt toezicht op haar tenuitvoerlegging en maakt het financieel jaarverslag op;
- 2) beheert de goederen en bezittingen van de School;
- 3) scheidt gunstige materiële voorwaarden en gunstige omstandigheden voor een goede functionering van de School;
- 4) oefent elke andere administratieve bevoegdheid uit welke de Raad van Bestuur hem verleent.

HOOFDSTUK 4

De Directeur

Artikel 22

De Directeur oefent zijn functies uit binnen het kader van het reglement, bedoeld in artikel 9, en van de bepalingen van artikel 23.

Hij is meer in het bijzonder belast met :

- 1) de coördinatie van het onderwijs : te dien einde roept hij met name in de omstandigheden aangegeven in het Algemeen Reglement de vergadering van leraren en onderwijzers bijeen;
- 2) de toepassing van de opvoedkundige en administratieve richtlijnen, welke door de Raad van Bestuur en de Commissies van Inspecteurs worden gegeven;
- 3) de personeelszaken van de School;
- 4) de tenuitvoerlegging van de begroting van inkomsten en uitgaven, onder toezicht van het Dagelijks Bestuur.

Artikel 23

De Directeur dient bevoegd te zijn tot het geven van leiding aan een inrichting van onderwijs, waarvan het eindexamen toegang geeft tot de universiteit. Hij is aan de Raad van Bestuur verantwoording verschuldigd.

TITEL III

DE OUDERVERENIGING

Artikel 24

De Raad van Bestuur erkent een de ouders van de leerlingen vertegenwoordigende vereniging voor zover deze ten doel heeft :

- 1) het ter kennis brengen van de wensen der ouders en van hun voorstellen betreffende de schoolorganisatie aan de bevoegde autoriteiten van de School;
- 2) het organiseren van met het schoolleven verband houdende activiteiten, in overleg met het Dagelijks Bestuur.

Door de bemiddeling van de Directeur of van de vertegenwoordiging van de ouders in het Dagelijks Bestuur wordt de erkende vereniging regelmatig op de hoogte gehouden van de gang van zaken in de School.

TITEL IV

DE BEGROTING

Artikel 25

Het financiële jaar van de School loopt van 1 juli tot 30 juni daaraan volgende.

Artikel 26

Baten van de begroting van inkomsten en uitgaven van de School zijn :

- 1) bijdragen gestort door de Verdragsluitende Partijen, op basis van de door de Raad van Bestuur vastgelegde verdeling van de financiële lasten;
- 2) subsidies van de Instellingen, met welke de School overeenkomsten heeft gesloten;
- 3) giften en legaten, door de Raad van Bestuur aanvaard;
- 4) schoolgelden, welke bij besluit van de Raad van Bestuur ten laste worden gebracht van de ouders van leerlingen.

TITEL V

BIJZONDERE BEPALINGEN

Artikel 27

De Raad van Bestuur kan aangaande de functionering van de School overeenkomsten sluiten met de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal. In dat geval verkrijgt deze een zetel in de Raad van Bestuur en in het Dagelijks Bestuur. Het aantal leden van de Raad van Bestuur, die over één stem beschikken, evenals dat van de leden van het Dagelijks Bestuur wordt in dat geval gebracht op 7.

Artikel 28

De Raad van Bestuur kan met de Regering van het land, waar de School gevestigd is, aanvullende overeenkomsten sluiten ter verzekering van de meest gunstige materiële en geestelijke voorwaarden voor de functionering van de School.

Artikel 29

Op het ogenblik van de ondertekening van dit Statuut kan de Luxemburgse Regering voorbehouden maken in verband met haar kwaliteit van Regering van het land, waar de School gevestigd is en in verband met haar eigen onderwijs-wetgeving.

Artikel 30

- 1) Iedere Verdragsluitende Partij kan dit Statuut opzeggen door schriftelijke kennisgeving aan de Luxemburgse Regering; deze verwittigt alle Verdragsluitende Partijen van de ontvangst van de kennisgeving. De opzegging draagt gevolg op de eerste september volgende op de kennisgeving, op voorwaarde dat deze kennisgeving ten minste 12 maanden tevoren heeft plaatsgevonden.
- 2) De Verdragsluitende Partij, die dit Statuut opzegt, ziet af van elk aandeel in de bezittingen van de School. De Raad van Bestuur beslist met een meerderheid van $\frac{2}{3}$ over de organisatorische maatregelen, die genomen moeten worden ten gevolge van de opzegging door één van de Verdragsluitende Partijen.
- 3) Indien, ingevolge een met algemene stemmen door de Verdragsluitende Partijen genomen besluit, de School zou moeten worden opgeheven, neemt de Raad van Bestuur alle maatregelen, die hij nodig acht, in het bijzonder wat betreft de overdracht van de bezittingen van de School.

Artikel 31

- 1) Iedere Regering, die dit Statuut niet heeft ondertekend, kan een verzoek tot toetreding doen. Dit verzoek dient schriftelijk te worden gericht tot de Luxemburgse Regering, die elk der Verdragsluitende Partijen daarvan in kennis stelt.

- 2) Om te worden ingewilligd behoeft het verzoek de instemming van alle Verdragsluitende Partijen.
- 3) Wanneer de instemming verkregen is, draagt de toetreding gevolg met ingang van de eerste september volgende op de dag, waarop de akten van toetreding bij de Luxemburgse Regering zijn gedeponeed.
- 4) De samenstelling van de Raad van Bestuur en van de Commissies van Inspecteurs wordt dan dienovereenkomstig gewijzigd.

Artikel 32

- 1) Dit Statuut wordt bekrachtigd. De akten van bekrachtiging worden nedergelegd bij de Luxemburgse Regering, die alle andere Regeringen die het Statuut hebben ondertekend van deze nederlegging in kennis stelt.
- 2) Het Statuut treedt in werking op de dag, waarop de vierde akte van bekrachtiging is nedergelegd.

Dit Statuut, opgesteld in een enkel exemplaar in de Duitse, de Franse, de Italiaanse en de Nederlandse taal, wordt nedergelegd in het archief van de Luxemburgse Regering, die daarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift doet toekomen aan elk der Verdragsluitende Partijen.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Statut.

Fait à Luxembourg, le douze avril mil neuf cent cinquante-sept.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter diese Satzung gesetzt.

Geschehen zu Luxemburg am zwölften April neunzehnhundertsiebenundfünfzig.

IN FEDE DI CHE I Plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Statuto.

Fatto a Lussemburgo, il dodici aprile millenovecento cinquantesette.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende Gevolmachtigden hun handtekening onder dit Statuut hebben geplaatst.

Gedaan te Luxemburg, de twaalfde april negentienhonderd zevenenvijftig.

R. DOOREMAN

J. KUYPERS

KARL GRAF VON SPRETI

PIERRE SAFFROY

A. VENTURINI

BECH

FRIEDEN

A. H. PHILIPSE

PROTOCOLE DE SIGNATURE

UNTERZEICHNUNGSPROTOKOLL

PROTOCOLLO DI FIRMA

PROTOCOL VAN ONDERTEKENING

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer le Statut de l'École Européenne, les plénipotentiaires des Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République Fédérale d'Allemagne, de la République Française, de la République Italienne et du Royaume des Pays-Bas ont pris acte des déclarations suivantes faites par les plénipotentiaires du Grand-Duché de Luxembourg en application de l'article 29 du Statut :

- 1) Le cycle primaire de l'École Européenne ne sera accessible aux enfants des nationaux luxembourgeois que sous réserve des dispositions de la législation luxembourgeoise concernant l'organisation de l'enseignement primaire, sans préjudice de dérogations à consentir par le Gouvernement luxembourgeois en ce qui concerne les enfants de nationaux luxembourgeois n'ayant pas ou n'ayant pas eu leur résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg.
- 2) L'équivalence du baccalauréat européen sera reconnue par l'État luxembourgeois, en ce qui concerne ses ressortissants, dans les limites à déterminer en application de la loi du 13 décembre 1954 portant approbation de la Convention relative à l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements univer-

sitaires, signée à Paris le 11 décembre 1953, sans préjudice de tout autre accord à intervenir, le cas échéant, au sein du Conseil Supérieur de l'École Européenne.

UNTERZEICHNUNGSPROTOKOLL

Bei der Unterzeichnung der Satzung der Europäischen Schule haben die Bevollmächtigten der Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik, der Italienischen Republik und des Königreichs der Niederlande von den nachstehenden, in Anwendung von Artikel 29 der Satzung abgegebenen Erklärungen der Bevollmächtigten des Grossherzogtums Luxemburg Kenntnis genommen :

- 1) Kinder von luxemburgischen Staatsangehörigen können an dem Grundschulunterricht der Europäischen Schule nur vorbehaltlich der Bestimmungen der luxemburgischen Gesetzgebung über das Volksschulwesen teilnehmen, unbeschadet der Ausnahmen, welche die luxemburgische Regierung für die Kinder luxemburgischer Staatsangehöriger gewähren sollte, die ihren gewöhnlichen Aufenthalt nicht im Grossherzogtum Luxemburg haben oder gehabt haben.
- 2) Die Gleichwertigkeit der Europäischen Reifeprüfung wird vom luxemburgischen Staat für seine Staatsangehörigen im Rahmen der in Anwendung des Gesetzes vom 13. Dezember 1954 über die Zustim-

mung zu der am 11. Dezember 1953 in Paris unterzeichneten Europäischen Konvention über die Gleichwertigkeit der zum Hochschulbesuch berechtigenden Reifezeugnisse zu erlassenden Bestimmungen anerkannt, unbeschadet jedes anderen Übereinkommens, das gegebenenfalls im Rahmen des Obersten Schulrates der Europäischen Schule beschlossen werden sollte.

PROTOCOLLO DI FIRMA

All'atto della firma dello Statuto della Scuola Europea, i plenipotenziari dei Governi del Regno del Belgio, della Repubblica Federale di Germania, della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno dei Paesi Bassi hanno preso atto delle seguenti dichiarazioni fatte dai plenipotenziari del Granducato del Lussemburgo in applicazione dell'art. 29 dello Statuto :

- 1) I figli dei cittadini lussemburghesi potranno essere ammessi a frequentare il ciclo elementare della Scuola Europea soltanto in osservanza delle disposizioni legislative lussemburghesi sull'ordinamento dell'insegnamento elementare, senza pregiudizio delle deroghe che il Governo Lussemburghese potrà concedere nei riguardi dei figli di cittadini lussemburghesi che non abbiano o non abbiano avuto la loro residenza abituale nel Granducato del Lussemburgo.
- 2) L'equivalenza della Licenza liceale europea verrà riconosciuta dallo Stato Lussemburghese nei riguardi dei suoi cittadini, entro i limiti da definire in applicazione della legge 13 dicembre 1954 relativa alla approvazione della Convenzione sull'equivalenza dei diplomi che danno diritto all'iscrizione negli Istituti universitari, firmata a Parigi l'11 dicembre 1953,

e senza pregiudizio di qualsiasi altro accordo che possa eventualmente intervenire nell'ambito del Consiglio Superiore della Scuola Europea.

PROTOCOL VAN ONDERTEKENING

Op het tijdstip van ondertekening van het Statuut van de Europese School hebben de gevolmachtigden van de Regeringen van het Koninkrijk België, de Duitse Bondsrepubliek, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek en het Koninkrijk der Nederlanden akte genomen van onderstaande verklaringen, door de gevolmachtigden van het Groothertogdom Luxemburg afgelegd ingevolge artikel 29 van het Statuut :

- 1) Tot het lager onderwijs aan de Europese School zullen de kinderen van Luxemburgse onderdanen slechts worden toegelaten onder voorbehoud van de bepalingen der Luxemburgse wetgeving nopens de organisatie van het lager onderwijs, zulks onverminderd uitzonderingen door de Luxemburgse Regering toe te staan met betrekking tot de kinderen van Luxemburgse onderdanen, die in het Groothertogdom Luxemburg geen vaste verblijfplaats hebben of hadden.
- 2) De gelijkwaardigheid van het Europese Baccalaureaat zal door de Staat Luxemburg worden erkend met betrekking tot zijn onderdanen binnen de grenzen, vast te stellen krachtens de wet van 13 december 1954, houdende goedkeuring van de Overcen-

komst nopens de gelijkwaardigheid van diploma's welke toegang geven tot de instellingen van universitair onderwijs, getekend te Parijs de 11de december 1953, onverminderd nadere overeenkomsten ter zake, welke te zijner tijd in de boezem van de Hoge Raad van de Europese School tot stand zouden kunnen komen.

Fait à Luxembourg, le douze avril mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Luxemburg am zwölften April neunzehnhundertsiebenundfünfzig.

Fatto a Lussemburgo, il dodici aprile millenovecento cinquantasette.

Gedaan te Luxemburg, de twaalfde april negentienhonderd zevenenvijftig.

BECH

FRIEDEN

R. DOOREMAN

J. KUYPERS

KARL GRAF VON SPRETI

PIERRE SAFFROY

A. VENTURINI

A. H. PHILIPSE

ANNEXE
au
STATUT DE L'ÉCOLE EUROPÉENNE
portant
RÈGLEMENT
du
BACCALAURÉAT EUROPÉEN

ANHANG
zur
SATZUNG DER EUROPÄISCHEN SCHULE
PRÜFUNGSORDNUNG
der
EUROPÄISCHEN REIFEPRÜFUNG

ALLEGATO
allo
STATUTO DELLA SCUOLA EUROPEA
relativo al
REGOLAMENTO
della
LICENZA LICEALE EUROPEA

TOEGEVOEGDE OVEREENKOMST
tot het
STATUUT VAN DE EUROPESE SCHOOL
houdende
VASTSTELLING VAN EEN REGELING
voor het
EUROPESE BACCALAUREAAT

LES PARTIES au Statut de l'École Européenne, signé à Luxembourg le 12 avril 1957,

DÉSIREUSES de définir les modalités du baccalauréat européen,

SONT CONVENUES des dispositions suivantes qui forment annexe au Statut, conformément à l'article 5, alinéa 2, de celui-ci :

Article 1

Le diplôme de baccalauréat européen est délivré au nom du Conseil Supérieur, à la fin de la 7^e année de l'enseignement secondaire de l'École Européenne, aux élèves qui auront subi avec succès les épreuves de l'examen dont les modalités sont fixées ci-après. Il sanctionne les études secondaires accomplies à l'École Européenne dans les conditions déterminées par le Conseil Supérieur.

Article 2

Les élèves inscrits à chacune des divisions linguistiques de l'École subissent les mêmes épreuves ou des épreuves équivalentes devant un jury dont la composition et le fonctionnement sont fixés ci-après.

Article 3

Session de l'examen

Une session ordinaire d'examen est organisée en principe chaque année à la date décidée par le Conseil Supérieur.

L'organisation d'une session extraordinaire pourra être décidée par le Conseil Supérieur au cas où ces élèves n'auraient pas pu, pour des raisons de force majeure, se présenter à la session ordinaire.

Article 4

Inscription à l'examen

Peuvent s'inscrire aux épreuves du baccalauréat européen les élèves ayant accompli régulièrement au moins les deux dernières années de l'enseignement secondaire à l'École Européenne.

Les modalités et droits d'inscription sont fixés par le Conseil Supérieur.

OBJET DES ÉPREUVES

Article 5

- 1) Les épreuves du baccalauréat européen portent sur les disciplines enseignées en 7^e année d'études, selon le programme de cette même année.
- 2) Les épreuves sont pour partie écrites et pour partie orales.

- 3) Les épreuves sont cotées de 1 à 10, 10 représentant la valeur maxima. Chaque épreuve est affectée d'un coefficient.
- 4) Pour être déclaré reçu, l'élève doit avoir obtenu :
 - la moyenne de 60/100 pour l'ensemble des matières
 - et un minimum de points fixé par le Conseil Supérieur pour la composition de lettres dans sa langue maternelle.

Article 6

Les épreuves écrites comportent :

- 1) pour toutes les sections, avec le coefficient 2,5 :
 - une composition de lettres dans la langue maternelle de l'élève, sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés;
- 2) en outre :
 - a) pour la section classique (latin-grec)
 - avec le coefficient 2,5 : une version latine,
 - avec le coefficient 2 : une version grecque,
 - avec le coefficient 2 : une composition de philosophie sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés,
 - avec le coefficient 1,5 : une épreuve de mathématiques,
 - avec le coefficient 1,5 : une composition ou une version dans la deuxième langue;

b) pour la section scientifique (latin-mathématiques-sciences)

- avec le coefficient 2,5 : une épreuve de mathématiques,
- avec le coefficient 2 : une version latine,
- avec le coefficient 1,5 : une composition de philosophie sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés,
- avec le coefficient 2 : une épreuve de sciences physiques,
- avec le coefficient 1,5 : une composition ou une version dans la deuxième langue;

c) pour la section moderne (mathématiques-sciences-langues vivantes)

- avec le coefficient 2,5 : une épreuve de mathématiques,
- avec le coefficient 2 : une composition ou une version dans la deuxième langue,
- avec le coefficient 1,5 : une composition de philosophie sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés,
- avec le coefficient 1,5 : une composition dans une troisième langue,
- avec le coefficient 2 : une épreuve de sciences physiques.

Article 7

a) Les épreuves orales comportent :

- 1) une explication dans la langue maternelle d'un texte littéraire;
- 2) une interrogation dans la deuxième langue;
- 3) deux interrogations sur des matières ne faisant pas l'objet des épreuves écrites, l'une portant sur une matière à caractère scientifique, l'autre sur une matière à caractère littéraire.

Ces deux interrogations seront conçues, autant que possible, à partir de matériel ou de documents.

Les matières formant l'objet des interrogations prévues au paragraphe 3 ci-dessus sont désignées par un tirage au sort qui a lieu lors de l'ouverture de l'examen.

b) Les interrogations orales sont affectées des coefficients ci-après :

- 1) pour toutes les sections :
 - 2 pour la langue maternelle,
 - 2 pour la deuxième langue;
- 2) pour la section classique :
 - 2,5 pour la matière à caractère littéraire,
 - 1,5 pour la matière à caractère scientifique;
- 3) pour la section scientifique et la section moderne :
 - 2,5 pour la matière à caractère scientifique,
 - 1,5 pour la matière à caractère littéraire.

Article 8

- a) Pour chaque élève, un relevé des notes attribuées par matière lors des compositions des premier et deuxième trimestre de la dernière année d'études est soumis au jury. Les copies de ces compositions sont également tenues à sa disposition. Les résultats globaux obtenus par les élèves dans ces compositions, dans toutes les matières, y compris les matières artistiques et la culture physique, interviennent pour un tiers dans la moyenne finale.
- b) Le jury pourra, au cours de ses délibérations, prendre en considération les notations des élèves au cours de toute l'année scolaire.

COMPOSITION DU JURY

Article 9

- 1) Les membres du jury sont nommés chaque année par le Conseil Supérieur.
- 2) Ils constituent ensemble le jury unique pour les différentes divisions linguistiques et les différentes sections de l'enseignement secondaire.
- 3) Chacune des Parties contractantes a, en principe, deux et au maximum trois membres dans le jury.
- 4) Les membres du jury sont choisis pour leurs compétences particulières dans une ou plusieurs des matières formant l'objet des épreuves écrites et orales. Ils

doivent satisfaire aux conditions requises dans leur pays d'origine pour être nommés membres de jurys équivalents. Ils doivent connaître au moins deux des langues de l'enseignement.

- 5) Le jury ainsi composé est présidé par un professeur d'enseignement supérieur, assisté par un membre du Conseil d'Inspection, tous deux désignés par le Conseil Supérieur.

Article 10

Chacune des épreuves écrites ou orales est jugée par deux membres du jury auxquels est adjoint, comme troisième examinateur, et avec droits égaux, le professeur de l'École qui a enseigné la matière à l'élève. Ces trois examinateurs constituent une sous-commission d'examen.

Article 11

Le Conseil Supérieur fixe, outre les frais de voyage et de séjour remboursés aux membres du jury, le montant de l'indemnité qui leur est accordée pour chaque jour de présence au siège de l'École pendant la durée de la session d'examen.

DÉROULEMENT DE L'EXAMEN

Article 12

Les sujets de l'examen écrit sont choisis par le président du jury parmi des sujets proposés par les membres du Conseil d'Inspection de l'enseignement secondaire.

Les sujets retenus pour les épreuves sont consignés dans un pli cacheté séparé pour chaque matière. Ces plis ne peuvent être ouverts que dans la salle où a lieu l'examen, juste avant le début de chaque épreuve.

Le président du jury prend toutes les mesures nécessaires pour assurer le secret des épreuves.

Article 13

Par décision spéciale du jury, un élève peut exceptionnellement, et pour des raisons physiques dûment constatées, être autorisé à remplacer l'examen oral par un examen écrit et inversement.

Article 14

La durée des épreuves écrites et orales prévues aux articles 6 et 7 est fixée par le Conseil Supérieur.

Article 15

L'examen écrit se déroule sous la surveillance constante établie par le président du jury, assisté par le directeur de l'École.

Article 16

Le président du jury peut assister à toutes les épreuves. Il peut à tout moment, au cours de l'examen, réunir le jury

au sujet de toutes questions concernant le déroulement des épreuves. Il a autorité pour trancher les incidents qui pourraient se produire.

LES DÉLIBÉRATIONS DU JURY

Article 17

Les membres des sous-commissions, chargés de corriger les épreuves écrites ou de faire subir des épreuves orales, cotent individuellement chaque épreuve. Après délibération, la cote finale pour chaque épreuve résulte de la moyenne arithmétique des notes données. Les cotations ainsi accordées sont transmises au président du jury.

Article 18

- 1) Les épreuves écrites ou orales terminées, le président réunit le jury pour délibérer sur l'ensemble des résultats. Le directeur de l'École prend part à la délibération, avec les mêmes prérogatives que les membres du jury.
- 2) Les notes obtenues par chaque élève dans les différentes parties de l'examen sont collationnées, en tenant compte des coefficients attribués à chacune des disciplines.
- 3) Les différentes parties de l'examen interviennent dans le résultat final dans la proportion suivante :

- a) un maximum de 100 points pour l'ensemble des notes de composition, telles que définies à l'article 8 a;
- b) un maximum de 120 points pour l'ensemble des épreuves écrites, telles que définies à l'article 6;
- c) un maximum de 80 points pour l'ensemble des épreuves orales, telles que définies à l'article 7.
- 4) Les élèves qui ont satisfait aux conditions de moyenne requises à l'article 5-4° sont déclarés reçus.

Au cas où un élève n'aurait pas obtenu le minimum fixé pour la langue maternelle, son élimination n'aura lieu qu'après délibération du jury. Après avis du professeur qui a enseigné cette matière, le jury pourra décider ou non de le soumettre immédiatement à une nouvelle épreuve. Celle-ci se passera devant une sous-commission spéciale, présidée par le président du jury ou son représentant.

Article 19

Il est établi un procès-verbal sur le déroulement des épreuves et sur les délibérations. Il comporte la notation attribuée à chaque matière et le pourcentage de points accordé pour l'ensemble des épreuves. Il est signé par les membres présents.

Le président du jury adressera aux autorités nationales, désignées à cet effet, une copie certifiée conforme du procès-verbal.

Article 20

Les membres du jury sont tenus de respecter le secret des opérations de l'examen et des délibérations.

DIPLOME DU BACCALAURÉAT EUROPÉEN

Article 21

- 1) Il est décerné aux élèves qui ont subi avec succès les épreuves du baccalauréat européen un diplôme attestant le pourcentage de points obtenu à l'examen. Une liste des pourcentages de points obtenus par l'élève dans chaque matière lui sera délivrée sur sa demande.
- 2) Ce diplôme est signé par le président du jury et par un des membres au moins de chaque nationalité, ainsi que par le directeur de l'École. Il est muni du sceau de l'École.
- 3) La liste annexe est signée par le président du jury.
- 4) Le directeur de l'École peut, par la suite, en délivrer des copies conformes.

ÉQUIVALENCE AVEC LES ÉTUDES SECONDAIRES NATIONALES

Article 22

- a) En vue de l'application de l'article 5, 2 a) et b), du Statut de l'École et compte tenu de l'article 29 dudit

Statut, le baccalauréat européen assure, selon la section, l'équivalence avec les diplômes ou certificats nationaux suivants :

Pour la section classique :

pour l'Allemagne : Reifeprüfung des altsprachlichen Gymnasiums;

pour la Belgique : le certificat homologué et le diplôme de sortie d'humanités anciennes de la section latin-grec;

pour la France : le grade d'État de bachelier de l'enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :

A - Philosophie,

A - Sciences expérimentales;

pour l'Italie : diploma di maturità classica;

pour le Luxembourg : certificat de fin d'études secondaires : section gréco-latine et latine A;

pour les Pays-Bas : het eindexamen in de afdeling A van een gymnasium.

Pour la section scientifique :

pour l'Allemagne : Reifeprüfung des mathematisch-naturwissenschaftlichen Gymnasiums;

pour la Belgique : le certificat homologué et le diplôme de sortie d'humanités anciennes de la section latin-mathématiques et latin-sciences;

pour la France : le grade d'État de bachelier de l'enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :

C - Sciences expérimentales,

C - Mathématiques;

pour l'Italie : diploma di maturità scientifica;

pour le Luxembourg : certificat de fin d'études secondaires : section latine B, section latine C;

pour les Pays-Bas : het eindexamen in de afdeling B van een gymnasium.

Pour la section moderne :

pour l'Allemagne : Reifeprüfung des neusprachlichen Gymnasiums;

pour la Belgique : le certificat homologué et le diplôme de sortie d'humanités modernes de la section scientifique;

pour la France : le grade d'État de bachelier de l'enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :

Moderne - Mathématiques,

Moderne - Sciences expérimentales;

pour l'Italie : diplomi che danno accesso alle facoltà di Economia e Commercio nonché ai corsi di laurea in Lingua e Letteratura straniera presso l'Istituto Superiore di Economia e Commercio e di Lingue e Letterature Straniere di Venezia, presso l'Istituto Orientale di Napoli e presso le Facoltà di Economia e Commercio;

pour le Luxembourg : certificat de fin d'études secondaires;
Enseignement moderne, section industrielle;

pour les Pays-Bas : het eindexamen van een hogere burger-
school B.

b) Le pourcentage de points obtenu pour l'ensemble
des épreuves donnera l'équivalence suivante avec les
mentions nationales :

60/100	: pour l'Allemagne	: sans mention
	pour la Belgique	: la mention « avec fruit »
	pour la France	: la mention « passable »
	pour l'Italie	} sans mention
	pour le Luxembourg	
	pour les Pays-Bas	
70/100	: pour l'Allemagne	: sans mention
	pour la Belgique	: la mention « grand fruit »
	pour la France	: la mention « assez bien »
	pour l'Italie	} sans mention
	pour le Luxembourg	
	pour les Pays-Bas	
80/100	: pour l'Allemagne	: sans mention
	pour la Belgique	: la mention « le plus grand fruit »
	pour la France	: la mention « bien »
	pour l'Italie	} sans mention
	pour le Luxembourg	
	pour les Pays-Bas	

90/100	: pour l'Allemagne	: sans mention
	pour la Belgique	: la mention « le plus grand fruit »
	pour la France	: la mention « très bien »
	pour l'Italie	} sans mention
	pour le Luxembourg	
	pour les Pays-Bas	

c) En cas de modification de dénomination des diplômes,
certificats ou mentions en vigueur dans chaque pays,
les Parties contractantes s'engagent, chacune en ce
qui la concerne, à assurer les équivalences des
diplômes du baccalauréat européen avec les diplômes,
certificats et mentions résultant des nouvelles dispo-
sitions nationales.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 23

Le Conseil Supérieur prend les dispositions nécessaires
en vue d'appliquer et, en tant que de besoin, de compléter le
présent document.

DIE VERTRAGSCHLIESSENDEN TEILE, die am 12. April 1957 die Satzung der Europäischen Schule in Luxemburg unterzeichnet haben,

SCHLIESSEN gemäss Artikel 5 Absatz 2 der Satzung

IN DEM WUNSCH, nähere Bestimmungen über die Europäische Reifeprüfung zu erlassen, folgendes Zusatzabkommen :

Artikel 1

Das Zeugnis der Europäischen Reifeprüfung wird im Namen des Obersten Schulrats am Ende des 7. Schuljahres der Europäischen Höheren Schule den Schülern erteilt, die sich mit Erfolg den Prüfungen des Abschlußexamens unterzogen haben, dessen Form der Durchführung im folgenden festgelegt ist. Es bescheinigt den Abschluß des höheren Schulunterrichts an der Europäischen Schule gemäß den vom Obersten Schulrat beschlossenen Bedingungen.

Artikel 2

Die Schüler einer jeden Sprachgruppe der Schule unterziehen sich den gleichen oder gleichwertigen Prüfungen vor einem Prüfungsausschuß, dessen Zusammensetzung und Tätigkeit im folgenden festgelegt ist.

Artikel 3

Abhaltung der Prüfung

Eine ordentliche Prüfung wird grundsätzlich jedes Jahr an einem vom Obersten Schulrat bestimmten Termin abgehalten.

Die Abhaltung einer ausserordentlichen Prüfung kann vom Obersten Schulrat beschlossen werden, falls Schüler aus Gründen höherer Gewalt an der ordentlichen Prüfung nicht teilnehmen können.

Artikel 4

Meldung zur Prüfung

Die Schüler, die ohne Unterbrechung wenigstens die beiden letzten Jahre am Unterricht der Höheren Schule teilgenommen haben, können sich für die Europäische Reifeprüfung melden.

Die Form der Durchführung und Höhe der Gebühren werden im einzelnen vom Obersten Schulrat festgelegt.

GEGENSTAND DER PRÜFUNG

Artikel 5

- 1) Die Prüfungen des Europäischen Abiturs erstrecken sich auf die Fächer, die im 7. Schuljahr gemäss dem Lehrplan dieses Jahres unterrichtet wurden.
- 2) Es wird schriftlich und mündlich geprüft.

- 3) Die Leistungen werden nach einer Bewertungsskala von 10 - 1 beurteilt, wobei mit 10 die Höchstleistung bewertet wird. Das Ergebnis jeder Prüfung erhält einen Koeffizienten.
- 4) Für das Bestehen einer Prüfung muss der Schüler folgendes Ergebnis haben :
 - den Durchschnitt von 60/100 für die Gesamtheit der Fächer;
 - eine vom Obersten Schulrat festgesetzte Mindestzahl an Punkten für den Aufsatz in seiner Muttersprache.

Artikel 6

Die schriftliche Prüfung umfasst :

- 1) für alle Gruppen mit den Koeffizienten 2,5 :
 - einen Aufsatz in der Muttersprache des Schülers; dabei hat der Schüler die Wahl zwischen drei Themen, die ihm vorgeschlagen werden.
- 2) Ausserdem :
 - a) für die altsprachliche Abteilung (latein-griechisch) mit
 - dem Koeffizienten 2,5 : eine Übersetzung aus dem Lateinischen,
 - mit dem Koeffizienten 2 : eine Übersetzung aus dem Griechischen,
 - mit dem Koeffizienten 2 : eine Arbeit in Philosophie; dabei hat der Schüler die Wahl zwischen drei Themen, die ihm vorgeschlagen werden,

- mit dem Koeffizienten 1,5 : eine Arbeit in Mathematik,
 - mit dem Koeffizienten 1,5 : einen Aufsatz oder eine Übersetzung in der zweiten Sprache;
- b) für die latein.-naturwissenschaftliche Abteilung (latein.-mathem.-naturw.) :
- mit dem Koeffizienten 2,5 : eine Arbeit in Mathematik,
 - mit dem Koeffizienten 2 : eine Übersetzung aus dem Lateinischen,
 - mit dem Koeffizienten 1,5 : eine Arbeit in Philosophie; dabei hat der Schüler die Wahl zwischen drei Themen, die ihm vorgeschlagen werden,
 - mit dem Koeffizienten 2 : eine Arbeit in Physik,
 - mit dem Koeffizienten 1,5 : einen Aufsatz oder eine Übersetzung in der zweiten Sprache;
- c) für die moderne Abteilung (mathem.-naturw.-sprachl.) :
- mit dem Koeffizienten 2,5 : eine Arbeit in Mathematik,
 - mit dem Koeffizienten 2 : einen Aufsatz oder eine Übersetzung in der zweiten Sprache,
 - mit dem Koeffizienten 1,5 : eine Arbeit in Philosophie; dabei hat der Schüler die Wahl zwischen drei Themen, die ihm vorgeschlagen werden,

- mit dem Koeffizienten 1,5 : einen Aufsatz in einer dritten Sprache,
- mit dem Koeffizienten 2 : eine Arbeit in Physik.

Artikel 7

- a) Die mündliche Prüfung umfasst :
- 1) eine Interpretation eines literarischen Textes in der Muttersprache ;
 - 2) eine Prüfung in der zweiten Sprache ;
 - 3) zwei Prüfungen aus dem Stoffgebiet der Fächer, die nicht Gegenstand der schriftlichen Prüfung sind, darunter eine Prüfung auf dem Gebiet der Naturwissenschaften und eine auf dem Gebiet der Geisteswissenschaften. Bei diesen Prüfungen wird man, soweit es möglich ist, vom Anschauungsmaterial (Präparat oder Urkunde u.ä.) ausgehen.
- Die Stoffgebiete, die den Inhalt der unter 3 genannten Prüfungen bilden, werden zu Beginn der Gesamtprüfung durch das Los bestimmt.
- b) Die mündlichen Prüfungen erhalten folgende Koeffizienten :
- 1) für alle Abteilungen :
 - 2 für die Muttersprache,
 - 2 für die zweite Sprache.
 - 2) für die altsprachliche Abteilung :
 - 2,5 für die geisteswissenschaftliche Prüfung,
 - 1,5 für die naturwissenschaftliche Prüfung.

- 3) für die naturwissenschaftliche und moderne Abteilung :

2,5 für die naturwissenschaftliche Prüfung,
1,5 für die geisteswissenschaftliche Prüfung.

Artikel 8

- a) Für jeden Schüler wird dem Prüfungsausschuss ein Verzeichnis der Noten vorgelegt, die er in den einzelnen Fächern bei den Prüfungen des 1. und 2. Trimesters im letzten Jahr erhalten hat. Die Reinschriften der Arbeiten stehen in gleicher Weise dem Prüfungsausschuss zur Einsichtnahme zur Verfügung. Die Gesamtergebnisse, die die Schüler in allen Fächern in diesen Arbeiten erreicht haben, werden einschliesslich der Ergebnisse in den musischen Fächern und den Leibesübungen mit einem Drittel beim Schlussergebnis bewertet.
- b) Der Prüfungsausschuss kann im Verlaufe seiner Beratungen auch die Leistungen der Schüler während des ganzen Jahres in Betracht ziehen.

ZUSAMMENSETZUNG DES PRÜFUNGS-AUSSCHUSSES

Artikel 9

- 1) Die Mitglieder des Prüfungsausschusses werden jedes Jahr vom Obersten Schulrat ernannt.

- 2) Sie bilden gemeinsam den Prüfungsausschuss für die verschiedenen Sprachgruppen und Abteilungen der Höheren Schule.
- 3) Jeder der vertragschliessenden Teile stellt grundsätzlich 2, höchstens 3 Mitglieder im Prüfungsausschuss.
- 4) Die Mitglieder des Prüfungsausschusses werden nach ihrer besonderen Zuständigkeit für eines oder mehrere der Fächer, die Gegenstand der schriftlichen und mündlichen Prüfung sind, ausgewählt. Sie müssen den Voraussetzungen entsprechen, die in ihrem Herkunftsland erforderlich sind, um zu Mitgliedern eines gleichwertigen Prüfungsausschusses ernannt zu werden. Sie müssen wenigstens zwei der Unterrichtssprachen verstehen.
- 5) Den Vorsitz des Prüfungsausschusses in dieser Zusammensetzung führt ein Hochschulprofessor. Ihm zur Seite steht ein Mitglied des Inspektionsausschusses. Beide werden vom Obersten Schulrat bestimmt.

Artikel 10

Jede schriftliche oder mündliche Prüfung wird von zwei Mitgliedern des Prüfungsausschusses bewertet. Ihnen ist als dritter Prüfer mit gleichen Rechten der Lehrer der Schule beigeordnet, von dem der Prüfling in diesem Fach unterrichtet wurde. Diese drei Prüfer bilden einen Unterausschuss bei der Prüfung.

Artikel 11

Der Oberste Schulrat setzt ausser dem Betrag für die Kosten der Reise und des Aufenthaltes, die den Mitgliedern des Prüfungsausschusses erstattet werden, die Höhe des Tagegeldes fest, das für jeden Tag des Aufenthaltes am Sitz der Schule während der Dauer der Prüfung gewährt wird.

VERLAUF DER PRÜFUNG

Artikel 12

Die Aufgaben für die schriftliche Prüfung werden vom Vorsitzenden des Prüfungsausschusses unter den Vorschlägen ausgewählt, die ihm von den Mitgliedern des Inspektionsausschusses für den höheren Schulunterricht eingereicht werden.

Die Aufgaben, die für die Prüfung zurückbehalten werden, werden in einem versiegelten Umschlag, nach Fächern getrennt, hinterlegt. Diese Umschläge dürfen nur unmittelbar vor einer jeden Prüfung in dem Raum, in dem die Prüfung stattfindet, geöffnet werden.

Der Vorsitzende des Prüfungsausschusses trifft alle notwendigen Vorkehrungen für die Geheimhaltung der Prüfungsaufgaben.

Artikel 13

Nach einem besonderen Beschluss des Prüfungsausschusses kann ein Schüler ausnahmsweise, wenn ordnungsgemäss festgestellte physische Gründe vorliegen, die Geneh-

migung erhalten, die mündliche Prüfung durch eine schriftliche zu ersetzen und umgekehrt.

Artikel 14

Die Dauer der schriftlichen und mündlichen Prüfungen, wie sie in den Artikeln 6 und 7 vorgesehen sind, wird vom Obersten Schulrat festgelegt.

Artikel 15

Die schriftliche Prüfung findet unter dauernder Aufsicht statt, die vom Vorsitzenden des Prüfungsausschusses unter Teilnahme des Direktors geregelt wird.

Artikel 16

Der Vorsitzende des Prüfungsausschusses kann allen Prüfungen beiwohnen. Er kann jederzeit im Verlauf der Prüfung den Prüfungsausschuss zu einer Besprechung aller Fragen zusammenrufen, die sich auf den Ablauf der Prüfung beziehen. Er ist berechtigt, über alle entstehenden Zwischenfälle zu entscheiden.

DIE BERATUNGEN DES PRÜFUNGS-AUSSCHUSSES

Artikel 17

Die Mitglieder der Unterausschüsse, die mit der Aufgabe der Korrektur der schriftlichen Arbeiten oder der Abnahme der mündlichen Prüfung beauftragt sind, bewerten persönlich

jede Prüfung. Die endgültige Note für jede Prüfung ergibt sich auf Grund einer Beratung aus dem arithmetischen Mittel der erteilten Noten. Die Resultate, die so gewonnen sind, werden dem Vorsitzenden des Prüfungsausschusses übergeben.

Artikel 18

- 1) Nach Beendigung der schriftlichen und mündlichen Prüfung beruft der Vorsitzende den Prüfungsausschuss zur Beratung über das Gesamtergebnis. Der Direktor der Schule nimmt mit den gleichen Rechten wie die Mitglieder des Prüfungsausschusses an der Beratung teil.
- 2) Die Noten, die jeder Schüler in den verschiedenen Prüfungsfächern erhalten hat, werden zusammengesetzt, unter Beachtung der Koeffizienten, die jedem Fach zukommen.
- 3) Die verschiedenen Teile der Prüfungen werden im Gesamtergebnis nach folgendem Verhältnis gewertet :
 - a) ein Maximum von 100 Punkten für die Gesamtzahl der Noten der Trimesterabschlussarbeiten gemäss Artikel 8 a.
 - b) ein Maximum von 120 Punkten für die Gesamtzahl der Noten der schriftlichen Prüfungsarbeiten gemäss Artikel 6.
 - c) ein Maximum von 80 Punkten für die Gesamtzahl der Noten der mündlichen Prüfung gemäss Artikel 7.
- 4) Die Schüler, die den Durchschnitt nach den Bestimmungen des Artikels 5 Absatz 4 erreicht haben, haben die Prüfung bestanden.

Wenn ein Schüler nicht das Minimum an Punkten, das für die Muttersprache festgelegt ist, erreicht hat, kann nur nach einer Beratung des Prüfungsausschusses über seine Zurückstellung verfügt werden. Nach dem Vorschlag des Lehrers, der den Unterricht in diesem Fach erteilt hat, kann darüber entschieden werden, ob der Schüler zurückgewiesen wird oder sich sofort einer neuen Prüfung unterzieht. Diese findet vor einem besonderen Unterausschuss statt, dessen Vorsitz der Vorsitzende des Prüfungsausschusses oder dessen Stellvertreter hat.

Artikel 19

Über den Verlauf der Prüfungen und der Beratungen wird eine Niederschrift angefertigt. Sie enthält die Bewertung für jedes Fach und den Prozentsatz der Punkte, der für die Gesamtheit der Prüfungen in Anrechnung gebracht wird. Die Niederschrift wird von den anwesenden Mitgliedern unterzeichnet.

Der Vorsitzende des Prüfungsausschusses stellt den hierfür zuständigen nationalen Behörden eine beglaubigte Abschrift des Originaltextes der Niederschrift zu.

Artikel 20

Die Mitglieder des Prüfungsausschusses sind verpflichtet, die Vorgänge bei der Prüfung und die Beratungen geheim zu halten.

DAS ZEUGNIS DER EUROPÄISCHEN REIFEPRÜFUNG

Artikel 21

- 1) Die Schüler, die sich mit Erfolg der Europäischen Reifeprüfung unterzogen haben, erhalten ein Zeugnis

mit der Angabe des Prozentsatzes der Punkte, die sie im Examen erreicht haben. Auf Antrag kann dem Schüler eine Aufstellung des Prozentsatzes der Punkte, die er in jedem Fach erhalten hat, ausgestellt werden.

- 2) Das Zeugnis wird vom Vorsitzenden des Prüfungsausschusses und wenigstens von einem Mitglied jeder Nation sowie vom Direktor der Schule unterzeichnet. Es trägt den Stempel der Schule.
- 3) Die zusätzliche Aufstellung ist vom Präsidenten des Prüfungsausschusses unterzeichnet.
- 4) Der Direktor kann später Abschriften nach dem Original ausstellen.

GLEICHBERECHTIGUNG DES HÖHEREN SCHULUNTERRICHTES IN DEN LÄNDERN

Artikel 22

- a) In Anwendung des Art. 5, 2a und b und unter Bezug auf Art. 29 der Satzung der Schule ist das Zeugnis der Europäischen Reifeprüfung entsprechend der Abteilung gleichberechtigt folgenden nationalen Diplomen oder Zeugnissen:

Für die altsprachliche Abteilung:

für Deutschland : Reifeprüfung des altsprachlichen Gymnasiums;

für Belgien : Le certificat homologué et le diplôme de sortie d'humanités anciennes de la section latin-grec;

für Frankreich : Le grade d'État de bachelier de l'Enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions

A — Philosophie,

A — Sciences expérimentales;

für Italien : diploma di maturità classica;

für Luxemburg : Certificat de fin d'études secondaires : section gréco-latine et latine A ;

für die Niederlande : Het eindexamen in de afdeling A van een gymnasium.

Für die mathematisch-naturwissenschaftliche Abteilung:

für Deutschland : Reifeprüfung des mathematisch-naturwissenschaftlichen Gymnasiums;

für Belgien : Le certificat homologué et le diplôme de sortie d'humanités anciennes de la section latin-mathématiques et latin-sciences;

für Frankreich : Le grade d'État de bachelier de l'Enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :

C — Sciences expérimentales,

C — Mathématiques;

für Italien : diploma di maturità scientifica;

für Luxemburg : Certificat de fin d'études secondaires : section latine B et section latine C ;

für die Niederlande : Het eindexamen in de afdeling B van een gymnasium.

Für die moderne Abteilung:

für Deutschland : Reifeprüfung des neusprachlichen Gymnasiums;

für Belgien : Le certificat homologué et le diplôme de sortie d'humanités modernes de la section scientifique;

für Frankreich : Le grade d'État de bachelier de l'Enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :

Moderne — Mathématiques

Moderne — Sciences expérimentales;

für Italien : diplomi che danno accesso alle facoltà di Economia e Commercio nonché ai corsi di laurea in Lingua e Letteratura straniera presso l'Istituto Superiore di Economia e Commercio e di Lingue e Letterature Straniere di Venezia, presso l'Istituto Orientale di Napoli e presso le Facoltà di Economia e Commercio;

für Luxemburg : Certificat de fin d'études secondaires : Enseignement moderne, section industrielle;

für die Niederlande : Het eindexamen van een hogere burgerschool B.

b) Der Prozentsatz der Punkte, die insgesamt in den Prüfungen erreicht sind, ist folgenden nationalen Bewertungen im Gesamturteil gleichwertig :

60/100 : für Deutschland

für Belgien

für Frankreich

für Italien

für Luxemburg

für die Niederlande

ohne Erwähnung eines Prädikates
avec fruit
passable

ohne Erwähnung eines Prädikates

70/100 : für Deutschland

für Belgien

für Frankreich

für Italien

für Luxemburg

für die Niederlande

ohne Erwähnung eines Prädikates

grand fruit
assez bien

ohne Erwähnung eines Prädikates

80/100 : für Deutschland

für Belgien

für Frankreich

für Italien

für Luxemburg

für die Niederlande

ohne Erwähnung eines Prädikates

le plus grand fruit
bien

ohne Erwähnung eines Prädikates

90/100 : für Deutschland

für Belgien

für Frankreich

für Italien

für Luxemburg

für die Niederlande

ohne Erwähnung eines Prädikates

le plus grand fruit
très bien

ohne Erwähnung eines Prädikates

- c) Im Falle einer Abänderung der Bezeichnungen für die Diplome, Zeugnisse oder Prädikate, die in jedem Land Gültigkeit besitzen, verpflichten sich die vertragschliessenden Teile, soweit es jedes Land betrifft, die Gleichberechtigung der Zeugnisse der Europäischen Reifeprüfung mit den Diplomen, Zeugnissen und Prädikaten, die auf neue nationale Verfügungen zurückgehen, zu erklären.

ALLGEMEINE ANORDNUNGEN

Artikel 23

Der Oberste Schulrat trifft die notwendigen Anordnungen für die Anwendung und, soweit es notwendig erscheint, die Vervollständigung des vorliegenden Dokumentes.

GLI STATI FIRMATARI dello Statuto della Scuola Europea, sottoscritto a Lussemburgo il 12 aprile 1957,

NELL'INTENTO di stabilire le modalità per il conseguimento della Licenza liceale europea,

HANNO APPROVATO ED ADOTTATO le seguenti disposizioni che costituiscono l'Allegato allo Statuto previsto dall'articolo 5 n° 2 dello stesso :

Articolo 1

Il diploma di Licenza liceale europea è rilasciato in nome del Consiglio Superiore agli allievi che, alla fine del 7° anno dell'insegnamento secondario presso la Scuola Europea, avranno sostenuto con successo le prove dell'esame le cui modalità sono definite qui appresso. Esso sanziona gli studi secondari compiuti alla Scuola Europea nelle condizioni stabilite dal Consiglio Superiore.

Articolo 2

Gli allievi iscritti alle varie sezioni linguistiche della Scuola sostengono le medesime prove o prove equivalenti davanti ad una Commissione esaminatrice, la composizione ed il funzionamento della quale sono definiti qui di seguito.

Articolo 3

Sessione d'esami

Una sessione ordinaria di esami è organizzata in linea di principio ogni anno alla data* decisa dal Consiglio Superiore.

L'organizzazione di una sessione straordinaria potrà essere decisa dal Consiglio Superiore quando, per ragioni di forza maggiore, degli allievi non abbiano potuto presentarsi alla sessione ordinaria.

Articolo 4

Iscrizione all'esame

Alle prove della Licenza liceale europea possono iscriversi gli allievi che abbiano frequentato regolarmente almeno gli ultimi due anni dell'insegnamento secondario presso la Scuola Europea.

Le modalità e i diritti d'iscrizione sono fissati dal Consiglio Superiore.

OGETTO DELLE PROVE

Articolo 5

- 1) Le prove della Licenza liceale europea si svolgono sulle materie insegnate nel 7° anno di studi, secondo il programma dello stesso anno.
- 2) Le prove sono in parte scritte e in parte orali.

3) I voti sono espressi con cifre da 1 a 10 ; dieci rappresenta il voto più elevato. Per ciascuna prova viene assegnato un coefficiente.

- 4) Per essere promosso, l'allievo deve aver ottenuto :
 - la media di 60/100 nell'insieme delle materie
 - e un minimo di punti stabilito dal Consiglio Superiore per il componimento letterario nella lingua materna.

Articolo 6

Le prove scritte comprendono :

- 1) per tutte le sezioni, col coefficiente 2,5 :
 - un componimento letterario nella lingua materna dell'allievo su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti;
- 2) inoltre
 - a) per la sezione classica (latino-greco) :
 - col coefficiente 2,5 : una versione latina
 - col coefficiente 2 : una versione greca
 - col coefficiente 2 : un componimento di filosofia su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti
 - col coefficiente 1,5 : una prova di matematica
 - col coefficiente 1,5 : un componimento o una versione nella seconda lingua;

b) per la sezione scientifica (latino-matematica-scienze) :

- col coefficiente 2,5 : una prova di matematica
- col coefficiente 2 : una versione latina
- col coefficiente 1,5 : un componimento di filosofia su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti
- col coefficiente 2 : una prova di fisica
- col coefficiente 1,5 : un componimento o una versione nella seconda lingua;

c) per la sezione moderna (matematica-scienze-lingue moderne) :

- col coefficiente 2,5 : una prova di matematica
- col coefficiente 2 : un componimento o una versione nella seconda lingua
- col coefficiente 1,5 : un componimento di filosofia su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti
- col coefficiente 1,5 : un componimento in una terza lingua
- col coefficiente 2 : una prova di fisica.

Articolo 7

a) Le prove orali comprendono :

- 1) un commento di un testo letterario nella lingua materna,
- 2) un'interrogazione nella seconda lingua,

3) due interrogazioni su materie che non sono oggetto di prove scritte, di cui una su materia di carattere scientifico, l'altra su materia di carattere letterario.

Per quanto possibile, queste due interrogazioni si baseranno su materiali o documenti.

Le materie oggetto delle interrogazioni previste al punto 3) sono stabilite con estrazione a sorte cui si procede prima di iniziare l'esame.

b) Alle interrogazioni orali sono attribuiti i coefficienti qui di seguito specificati :

- 1) in tutte le sezioni :
 - 2 per la lingua materna
 - 2 per la seconda lingua;
- 2) nella sezione classica :
 - 2,5 per la materia di carattere letterario
 - 1,5 per la materia di carattere scientifico;
- 3) nella sezione scientifica e nella sezione moderna :
 - 2,5 per la materia di carattere scientifico
 - 1,5 per la materia di carattere letterario.

Articolo 8

a) Alla Commissione esaminatrice è sottoposta per ciascun allievo una distinta dei voti da lui riportati per materia nei componimenti del 1° e del 2° trimestre dell'ultimo anno di studi. Anche i componimenti sono tenuti a sua disposizione. I risultati complessivi ottenuti dagli allievi in questi componimenti, in tutte le materie, comprese le materie

artistiche e l'educazione fisica, intervengono per un terzo nella media finale.

- b) La Commissione esaminatrice potrà, nelle sue deliberazioni, tener conto dei voti ottenuti dagli allievi durante tutto l'anno scolastico.

COMPOSIZIONE DELLA COMMISSIONE ESAMINATRICE

Articolo 9

- 1) I membri della Commissione esaminatrice sono nominati ogni anno dal Consiglio Superiore.
- 2) Essi costituiscono la Commissione esaminatrice unica per i differenti gruppi linguistici e le differenti sezioni dell'insegnamento secondario.
- 3) Nella Commissione esaminatrice, ognuna delle Parti contraenti è rappresentata, in linea di principio, da 2 e al massimo 3 membri.
- 4) I membri della Commissione esaminatrice vengono scelti in base alle loro competenze particolari in una o più delle materie che sono oggetto delle prove scritte ed orali. Essi devono soddisfare alle condizioni richieste nel loro paese d'origine per essere nominati membri di Commissioni esaminatrici equivalenti e devono conoscere almeno due delle lingue d'insegnamento.
- 5) La Commissione esaminatrice così composta è presieduta da un professore d'insegnamento superiore, assistito da un membro del Consiglio di Ispezione, ambedue designati dal Consiglio Superiore.

Articolo 10

Ciascuna delle prove scritte ed orali è giudicata da due membri della Commissione esaminatrice, ai quali è affiancato, come terzo esaminatore e con uguali diritti, il professore della Scuola che ha insegnato la materia all'allievo considerato. Questi tre esaminatori costituiscono una sottocommissione esaminatrice.

Articolo 11

Il Consiglio Superiore fissa, oltre alle spese di viaggio e di soggiorno da rimborsare ai membri della Commissione esaminatrice, l'ammontare delle indennità loro accordate per ogni giorno di presenza alla sede della Scuola durante l'intera sessione d'esami.

SVOLGIMENTO DELL'ESAME

Articolo 12

Gli argomenti dell'esame scritto sono scelti dal Presidente della Commissione esaminatrice tra gli argomenti proposti dai membri del Consiglio d'Ispezione dell'insegnamento secondario.

Gli argomenti scelti per le prove sono consegnati in un plico sigillato, separatamente per ogni materia. Questi plichi non possono essere aperti che nella sala ove ha luogo l'esame, immediatamente prima dell'inizio di ciascuna prova.

Il Presidente della Commissione esaminatrice prende tutte le misure necessarie per assicurare la segretezza delle prove.

Articolo 13

Per decisione speciale della Commissione esaminatrice, un allievo può essere autorizzato eccezionalmente, e per ragioni fisiche debitamente costatate, a sostituire l'esame orale con un esame scritto o viceversa.

Articolo 14

La durata delle prove scritte ed orali di cui agli articoli 6 e 7 è fissata dal Consiglio Superiore.

Articolo 15

L'esame scritto si svolge sotto la costante sorveglianza del Presidente della Commissione esaminatrice, assistito dal Direttore della Scuola.

Articolo 16

Il Presidente della Commissione esaminatrice può assistere a tutte le prove. Durante l'esame, egli può in qualsiasi momento riunire la Commissione esaminatrice per ogni questione concernente lo svolgimento delle prove. Egli ha l'autorità per decidere sugli incidenti che eventualmente si verificassero.

LE DELIBERAZIONI DELLA COMMISSIONE ESAMINATRICE

Articolo 17

I membri delle sottocommissioni incaricati di correggere le prove scritte o di far sostenere le prove orali danno un voto

individuale a ciascuna prova. Dopo deliberazione, il voto finale per ogni prova risulta dalla media aritmetica dei voti dati. I voti così assegnati sono trasmessi al Presidente della Commissione esaminatrice.

Articolo 18

- 1) terminate le prove scritte ed orali, il Presidente riunisce la Commissione esaminatrice per deliberare sull'insieme dei risultati. Il Direttore della Scuola prende parte alla deliberazione con prerogative uguali a quelle dei membri della Commissione esaminatrice.
- 2) I voti ottenuti da ciascun allievo nelle differenti parti dell'esame sono collazionati tenendo conto dei coefficienti dati ad ognuna delle materie.
- 3) Le differenti parti dell'esame intervengono nel risultato finale nella seguente proporzione :
 - a) un massimo di 100 punti per l'insieme dei voti ottenuti nei componenti di cui all'articolo 8 a);
 - b) un massimo di 120 punti per l'insieme delle prove scritte di cui all'articolo 6;
 - c) un massimo di 80 punti per l'insieme delle prove orali di cui all'articolo 7.
- 4) Gli allievi che abbiano soddisfatto alle condizioni delle medie richieste all'articolo 5, punto 4), sono dichiarati promossi.

L'allievo che non abbia ottenuto il minimo stabilito per la lingua materna potrà essere respinto solo previa deliberazione della Commissione esaminatrice. Questa, sentito il parere del professore che ha insegnato la materia, potrà

decidere di sottoporlo o no a una nuova prova che si svolgerà immediatamente davanti ad una sottocommissione speciale presieduta dal Presidente della Commissione esaminatrice o dal suo rappresentante.

Articolo 19

Sullo svolgimento delle prove e sulle deliberazioni sarà steso un verbale con indicazione del voto dato in ciascuna materia e della percentuale dei punti accordata per l'insieme delle prove. Esso è sottoscritto dai membri presenti.

Il Presidente della Commissione esaminatrice trasmetterà alle autorità nazionali, designate a tale scopo, una copia autentica conforme al verbale.

Articolo 20

I membri della Commissione esaminatrice sono tenuti a rispettare la segretezza delle operazioni dell'esame e delle deliberazioni.

DIPLOMA DI LICENZA LICEALE EUROPEA

Articolo 21

- 1) Agli allievi che abbiano sostenuto con successo le prove della Licenza liceale europea è rilasciato un diploma attestante la percentuale dei punti ottenuti all'esame. Su richiesta dell'allievo sarà rilasciata una distinta delle percentuali di punti da lui ottenute in ogni singola materia.

- 2) Il diploma è firmato dal Presidente della Commissione esaminatrice e da uno almeno dei membri di ciascuna nazionalità, come pure dal Direttore della Scuola, ed è munito del timbro della Scuola.
- 3) La distinta allegata è firmata dal Presidente della Commissione esaminatrice.
- 4) Il Direttore della Scuola può in seguito rilasciarne delle copie conformi.

EQUIVALENZA CON GLI STUDI SECONDARI NAZIONALI

Articolo 22

- a) Per applicazione dell'articolo 5 punto 2 a) e b) dello Statuto della Scuola, e tenuto conto dell'articolo 29 dello stesso Statuto, la Licenza liceale europea assicura a seconda della sezione, l'equivalenza con i diplomi o certificati nazionali seguenti :

Per la sezione classica :

in Belgio : le certificat homologué et le diplôme de sortie d'humanités anciennes de la section latin-grec;

in Francia : le grade d'État de bachelier de l'enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :

A — Philosophie,

A — Sciences expérimentales;

in Germania : Reifeprüfung des altsprachlichen Gymnasiums;

in Italia : diploma di maturità classica;

nel Lussemburgo : certificat de fin d'études secondaires : section gréco-latine et latine A;

in Olanda : het eindexamen in de afdeling A van een gymnasium.

Per la sezione scientifica:

in Belgio : le certificat homologué et le diplôme de sortie d'humanités anciennes de la section latin-mathématiques et latin-sciences;

in Francia : le grade d'État de bachelier de l'enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :

C — Sciences expérimentales,

C — Mathématiques;

in Germania : Reifeprüfung des mathematisch-naturwissenschaftlichen Gymnasiums;

in Italia : diploma di maturità scientifica;

nel Lussemburgo : certificat de fin d'études secondaires : section latine B et section latine C;

in Olanda : het eindexamen in de afdeling B van een gymnasium.

Per la sezione moderna:

in Belgio : le certificat homologué et le diplôme de sortie d'humanités modernes de la section scientifique;

in Francia : le grade d'État de bachelier de l'enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :

Moderne — Mathématiques

Moderne — Sciences expérimentales;

in Germania : Reifeprüfung des neusprachlichen Gymnasiums;

in Italia : diplomi che danno accesso alle facoltà di Economia e Commercio nonché ai corsi di laurea in Lingua e Letteratura straniera presso l'Istituto Superiore di Economia e Commercio e di Lingue e Letterature Straniere di Venezia, presso l'Istituto Orientale di Napoli e presso le Facoltà di Economia e Commercio;

nel Lussemburgo : certificat de fin d'études secondaires : Enseignement moderne, section industrielle;

in Olanda : het eindexamen van een hogere burgerschool B.

b) La percentuale dei punti ottenuti nell'insieme delle prove darà l'equivalenza seguente con le menzioni nazionali :

60/100 : in Belgio, la menzione : avec fruit
in Francia, la menzione : passable

in Germania
in Italia
nel Lussemburgo
in Olanda } senza menzione

70/100 : in Belgio, la menzione : grand fruit
in Francia, la menzione : assez bien

in Germania
in Italia
nel Lussemburgo
in Olanda } senza menzione

80/100 : in Belgio,	la menzione : le plus grand fruit
in Francia,	la menzione : bien
in Germania	} senza menzione
in Italia	
nel Lussemburgo	
in Olanda	

90/100 : in Belgio,	la menzione : le plus grand fruit
in Francia,	la menzione : très bien
in Germania	} senza menzione
in Italia	
nel Lussemburgo	
in Olanda	

- c) In caso di modifiche apportate alle denominazioni dei diplomi, dei certificati o delle menzioni in vigore nei vari paesi, le Parti contraenti s'impegnano, ognuna in quello che la riguarda, di assicurare l'equivalenza dei diplomi della Licenza liceale europea con i diplomi, certificati e menzioni risultanti dalle nuove disposizioni nazionali.

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 23

Il Consiglio Superiore prende le disposizioni occorrenti per applicare e, ove necessario, completare il presente documento.

DE PARTIJEN bij het Statuut van de Europese School, ondertekend te Luxemburg op 12 april 1957,

VERLANGEND de regelen voor het Europese Baccalaureaat vast te stellen,

ZIJN OVEREENGEKOMEN nopens de volgende bepalingen, welke de in artikel 5, 2de alinea, van het Statuut bedoelde bijlage vormen:

Artikel 1

Het Europese Baccalaureaatsdiploma wordt aan het einde van het zevende jaar van de middelbare afdeling van de Europese School in naam van de Raad van Bestuur uitgereikt aan de leerlingen, die met goed gevolg het hierna omschreven examen hebben afgelegd. Het diploma bevestigt, dat de studie aan de middelbare afdeling van de Europese School voltooid is overeenkomstig de voorwaarden, gesteld door de Raad van Bestuur.

Artikel 2

De in de onderscheidene taalafdelingen van de School ingeschreven leerlingen maken dezelfde of gelijkwaardige examenopgaven voor een examencommissie, waarvan de amenstelling en de werkwijze hierna zijn omschreven.

Artikel 3

Het examen

In beginsel wordt ieder jaar een examen gehouden op door de Raad van Bestuur te bepalen dagen : het gewone examen.

Daarnaast kan de Raad van Bestuur besluiten tot het houden van een buitengewoon examen, ingeval leerlingen door overmacht niet aan het gewone examen hebben kunnen deelnemen.

Artikel 4

Inschrijving voor het examen

Voor het Europese Baccalaureaatexamen kunnen zich laten inschrijven de leerlingen, die ten minste de laatste twee jaren van het onderwijs aan de middelbare afdeling van de Europese School geregeld hebben gevolgd.

De wijze van inschrijving en de inschrijvingsgelden worden vastgesteld door de Raad van Bestuur.

INHOUD VAN HET EXAMEN

Artikel 5

- 1) Het Europese Baccalaureaatexamen omvat de vakken die in het zevende schooljaar volgens het leerplan van dat jaar zijn onderwezen.
- 2) Het examen wordt ten dele schriftelijk en ten dele mondeling afgelegd.

- 3) Bij de beoordeling van het examen worden de cijfers 1 tot 10 toegekend, waarbij 10 de hoogste waardering vertegenwoordigt. Voor ieder onderdeel van het examen wordt een coëfficiënt vastgesteld.
- 4) Om toegelaten te worden moet een leerling hebben behaald :
 - het gemiddelde van 60 op 100 voor alle onderdelen te zamen, en
 - een door de Raad van Bestuur te bepalen minimumaantal punten voor het opstel in de moedertaal.

Artikel 6

Het schriftelijke gedeelte van het examen omvat :

- 1) Voor alle secties, met de coëfficiënt 2,5 :
 - een opstel in de moedertaal van de leerling over een onderwerp, door de leerling gekozen uit drie onderwerpen, die hem worden voorgelegd.
- 2) Bovendien :
 - a) Voor de klassieke sectie (Latijn-Grieks)
 - met de coëfficiënt 2,5 : een vertaling uit het Latijn
 - met de coëfficiënt 2 : een vertaling uit het Grieks
 - met de coëfficiënt 2 : een filosofische verhandeling over een onderwerp, door de leerling gekozen uit drie onderwerpen, die hem worden voorgelegd

- met de coëfficiënt 1,5 : opgaven voor wiskunde
 - met de coëfficiënt 1,5 : een opstel in of een vertaling uit de tweede taal.
- b) Voor de wis- en natuurkundige sectie (Latijn, wiskunde, natuurkunde)
- met de coëfficiënt 2,5 : opgaven voor wiskunde
 - met de coëfficiënt 2 : een vertaling uit het Latijn
 - met de coëfficiënt 1,5 : een filosofische verhandeling over een onderwerp, door de leerling gekozen uit drie onderwerpen, die hem worden voorgelegd
 - met de coëfficiënt 2 : opgaven voor natuurkunde
 - met de coëfficiënt 1,5 : een opstel in of een vertaling uit de tweede taal.
- c) Voor de moderne sectie (wiskunde, natuurkunde, moderne talen)
- met de coëfficiënt 2,5 : opgaven voor wiskunde
 - met de coëfficiënt 2 : een opstel in of een vertaling uit de tweede taal
 - met de coëfficiënt 1,5 : een filosofische verhandeling over een onderwerp, door de leerling gekozen uit drie onderwerpen, die hem worden voorgelegd
 - met de coëfficiënt 1,5 : een opstel in een derde taal
 - met de coëfficiënt 2 : opgaven voor natuurkunde.

Artikel 7

- a) Het mondeling gedeelte van het examen omvat :
- 1) een verklaring van een letterkundige tekst in de moedertaal,
 - 2) een ondervraging in de tweede taal,
 - 3) een ondervraging in twee vakken, die geen deel uitmaken van het schriftelijk gedeelte van het examen : het ene een natuurwetenschappelijk, het andere een literair-historisch vak.
Bij deze beide ondervragingen wordt zoveel mogelijk uitgegaan van materiële gegevens of documenten.
De vakken, waarin ondervraagd wordt, als bedoeld in § 3 hierboven, worden bij het begin van het examen aangewezen door het lo
- b) Voor de mondelinge ondervragingen worden de volgende coëfficiënten vastgesteld :
- 1) voor alle secties :
2 voor de moedertaal
2 voor de tweede taal;
 - 2) voor de klassieke sectie :
2,5 voor het literair-historische vak,
1,5 voor het natuurwetenschappelijke vak;
 - 3) voor de wis- en natuurkundige en voor de moderne sectie :
2,5 voor het natuurwetenschappelijke vak,
1,5 voor het literair-historische vak.

Artikel 8

- a) Voor iedere leerling wordt per vak aan de Examencommissie overgelegd een lijst van cijfers, toegekend voor werkstukken in het eerste en het tweede trimester van het laatste schooljaar. De werkstukken zelf worden eveneens ter beschikking van de Commissie gehouden. De globale resultaten, die door de leerlingen voor deze werkstukken zijn behaald, worden voor alle vakken, de esthetische vorming en de lichamelijke oefening daaronder begrepen, voor $\frac{1}{3}$ medegeteld ter bepaling van het eindgemiddelde.
- b) De Examencommissie kan de cijfers, die de leerlingen in de loop van het schooljaar hebben behaald, mede in haar beschouwingen betrekken.

SAMENSTELLING VAN DE EXAMENCOMMISSIE

Artikel 9

- 1) De Leden van de Examencommissie worden ieder jaar door de Raad van Bestuur benoemd.
- 2) Zij vormen samen de enige Examencommissie voor de verschillende taalgroepen en de verschillende secties van de middelbare school.
- 3) Elk van de Verdragsluitende Partijen heeft in beginsel twee en ten hoogste drie leden in de Examencommissie.

- 4) De leden van de Examencommissie worden gekozen om hun speciale bekwaamheid in een of meer vakken, waarin schriftelijk en mondeling wordt geëxamineerd. Zij moeten voldoen aan de voorwaarden, die in hun eigen land worden gesteld om te kunnen worden benoemd tot Lid van gelijkwaardige Examencommissies. Zij moeten ten minste twee van de talen kennen waarin onderwijs wordt gegeven.
- 5) De aldus samengestelde Examencommissie wordt voorgezeten door een Hoogleraar en bijgestaan door een Lid van de Commissie van Inspecteurs, beiden aangewezen door de Raad van Bestuur.

Artikel 10

Elke schriftelijk of mondeling afgelegde proeve van bekwaamheid wordt beoordeeld door twee leden van de Examencommissie, aan wie als derde examiner, met gelijke rechten, wordt toegevoegd de leraar van de school, die het vak aan de leerling heeft onderwezen. Deze drie examinatoren vormen een Subcommissie van de Examencommissie.

Artikel 11

De Raad van Bestuur stelt, behalve de reis- en verblijfkosten, die aan de Leden van de Examencommissie worden vergoed, het bedrag van de vergoeding vast, die aan deze Leden wordt verleend voor iedere dag, die zij gedurende het examen doorbrengen in de plaats, waar de School gevestigd is.

VERLOOP VAN HET EXAMEN

Artikel 12

De opgaven voor het schriftelijk gedeelte van het examen worden door de Voorzitter van de Examencommissie gekozen uit opgaven, voorgesteld door de leden van de Commissie van Inspecteurs voor het middelbaar onderwijs.

De voor het examen gekozen opgaven worden, voor ieder vak afzonderlijk, in een verzegelde enveloppe bewaard. Deze enveloppen mogen alleen worden geopend in de zaal, waar het examen plaatsvindt, bij het begin van het examen voor ieder onderdeel.

De Voorzitter van de Examencommissie neemt alle maatregelen, die nodig zijn om de geheimhouding van de opgaven te verzekeren.

Artikel 13

Door een bijzondere beslissing van de Examencommissie kan aan een leerling bij wijze van uitzondering om naar behoren vastgestelde fysieke redenen worden toegestaan het mondeling examen door een schriftelijk examen te vervangen en omgekeerd.

Artikel 14

De tijd voor de schriftelijk af te leggen proeven van bekwaamheid, bedoeld in de artikelen 6 en 7, wordt vastgesteld door de Raad van Bestuur.

Artikel 15

Het schriftelijk gedeelte van het examen heeft plaats onder voortdurend toezicht, dat geregeld wordt door de Voorzitter van de Examencommissie, bijgestaan door de Directeur van de School.

Artikel 16

De Voorzitter van de Examencommissie kan alle onderdelen van het examen bijwonen. Hij kan de Examencommissie op ieder moment gedurende het examen bijeenroepen ter bespreking van alle kwesties, die betrekking hebben op het verloop van het examen. Hij is bevoegd om te beslissen omtrent alle incidenten, die zich kunnen voordoen.

DE BERAADSLAGINGEN VAN DE EXAMENCOMMISSIE

Artikel 17

De Leden van de Subcommissies, belast met het corrigeren van het schriftelijk werk of met het afnemen van de mondelinge examens beoordelen individueel iedere proeve van bekwaamheid. Na beraadslaging wordt het eindoordeel voor iedere proeve vastgesteld naar het rekenkundig gemiddelde van de gegeven cijfers. De aldus overeengekomen beoordelingen worden aan de Voorzitter van de Examencommissie ter hand gesteld.

Artikel 18

- 1) Als het schriftelijk of mondeling examen ten einde is, roept de Voorzitter de Examencommissie bijeen

om te beraadslagen over het geheel der resultaten. De Directeur van de School neemt deel aan de beraadslagingen, met dezelfde rechten als de Leden van de Examencommissie.

- 2) De cijfers, die door iedere leerling bij de verschillende gedeelten van het examen zijn behaald, worden vergeleken, waarbij rekening wordt gehouden met de aan elk onderdeel toegekende coëfficiënten.
- 3) De verschillende gedeelten van het examen dragen in de volgende verhouding bij tot het eindresultaat :
 - a) Een maximum van 100 punten voor het totaal van de cijfers voor de werkstukken, als aangegeven in artikel 8 onder a).
 - b) Een maximum van 120 punten voor het totaal van het schriftelijk gedeelte van het examen, als aangegeven in artikel 6.
 - c) Een maximum van 80 punten voor het totaal van het mondeling gedeelte van het examen, als aangegeven in artikel 7.
- 4) De leerlingen, die de in artikel 5 onder 4 vereiste gemiddelden hebben behaald, worden toegelaten.

Ingeval een leerling niet het vastgestelde minimum voor de moedertaal zou hebben behaald, kan slechts na beraadslaging van de Examencommissie worden besloten hem af te wijzen.

Op advies van de leraar, die het vak heeft onderwezen, kan de Examencommissie besluiten de leerling al dan niet onmiddellijk een nieuw examen te laten afleggen. Dit examen

vindt plaats ten overstaan van een Bijzondere Subcommissie, voorgezeten door de Voorzitter van de Examencommissie of door diens vertegenwoordiger.

Artikel 19

Van het verloop van het examen en van de beraadslagingen wordt een verslag opgemaakt. Het vermeldt het cijfer, dat voor ieder onderdeel is toegekend, en het percentage van de punten, dat is toegekend voor alle onderdelen te zamen. Het verslag wordt getekend door de aanwezige leden van de Examencommissie.

De Voorzitter van de Examencommissie zendt aan de daartoe aangewezen nationale autoriteiten een voor eensluidend getekend afschrift van het verslag.

Artikel 20

De Leden van de Examencommissie zijn verplicht tot geheimhouding ten aanzien van de verrichtingen bij het examen en ten aanzien van de beraadslagingen.

HET EUROPESE BACCALAUREAATSDIPLOMA

Artikel 21

- 1) Aan de leerlingen, die met goed gevolg het Europese Baccalaureaatsexamen hebben afgelegd, wordt een diploma uitgereikt, vermeldend het percentage van de bij het examen behaalde punten. Een lijst van de

percentages der door de leerling voor ieder onderdeel behaalde punten wordt hem op verzoek verstrekt.

- 2) Dit diploma wordt getekend door de Voorzitter van de Examencommissie en door ten minste één lid van iedere nationaliteit alsmede door de Directeur van de School. Het diploma wordt voorzien van het zegel van de School.
- 3) De bijgevoegde lijst wordt getekend door de Voorzitter van de Examencommissie.
- 4) De Directeur van de School kan daarvan gelijklopende afschriften verstrekken.

GELIJKWAARDIGHEID MET HET MIDDELBAAR ONDERWIJS IN DE VERSCHILLENDE LANDEN

Artikel 22

- a) Met het oog op de toepassing van artikel 5 onder 2 a en b van het Statuut van de School en met inachtneming van artikel 29 van het Statuut, verzekert het Europese Baccalaureaat, naar secties, de gelijkwaardigheid met de volgende nationale diploma's of getuigschriften :

Voor de klassieke sectie:

Voor België : Het gehomologeerd getuigschrift en het eindexamen der oude humaniora van de Grieks-Latijnse afdeling;

Voor Duitsland : Reifeprüfung des altsprachlichen Gymnasiums;

Voor Frankrijk : Le grade d'État de bachelier de l'Enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions:

A — Philosophie;

A — Sciences expérimentales.

Voor Italië : diploma di maturità classica;

Voor Luxemburg : Certificat de fin d'études secondaires : section gréco-latine et latine A;

Voor Nederland : Het eindexamen in de afdeling A van een gymnasium.

Voor de wis-en natuurkundige sectie:

Voor België : Het gehomologeerd getuigschrift en het eindexamen der oude humaniora van de Latijn-wiskundige en de Latijn-wetenschappelijke afdeling ;

Voor Duitsland : Reifeprüfung des mathematisch-naturwissenschaftlichen Gymnasiums;

Voor Frankrijk : Le grade d'État de bachelier de l'Enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :

C — Sciences expérimentales;

C — Mathématiques.

Voor Italië : diploma di maturità scientifica;

Voor Luxemburg : Certificat de fin d'études secondaires : section latine B; section latine C;

Voor Nederland : Het eindexamen in de afdeling B van een gymnasium.

Voor de moderne sectie:

Voor België : Het gehomologeerd getuigschrift en het eindexamen van de moderne humaniora : wetenschappelijke afdeling;

Voor Duitsland : *Reifeprüfung des neusprachlichen Gymnasiums*;

Voor Frankrijk : Le grade d'État de bachelier de l'Enseignement secondaire dont les diplômes portent les mentions :
Moderne — Mathématiques;
Moderne — Sciences expérimentales.

Voor Italië : diplomi che danno accesso alle facoltà di Economia e Commercio nonché ai corsi di laurea in Lingua e Letteratura straniera presso l'Istituto Superiore di Economia e Commercio e di Lingue e Letterature Straniere di Venezia, presso l'Istituto Orientale di Napoli e presso le Facoltà di Economia e Commercio;

Voor Luxemburg : Certificat de fin d'études secondaires : Enseignement moderne, section industrielle;

Voor Nederland : Het eindexamen van een hogere burgerschool B.

b) Het percentage van de punten, behaald voor alle onderdelen te zamen, gelijkwaardig met de volgende nationale vermeldingen :

60/100 : Voor België de vermelding « met vrucht »

Voor Duitsland zonder vermelding
Voor Frankrijk de vermelding « *passable* »

Voor Italië }
Voor Luxemburg } zonder vermelding
Voor Nederland }

70/100 : Voor België de vermelding « met grote vrucht »

Voor Duitsland zonder vermelding
Voor Frankrijk de vermelding « *assez bien* »

Voor Italië }
Voor Luxemburg } zonder vermelding
Voor Nederland }

80/100 : Voor België de vermelding « met de grootste vrucht »

Voor Duitsland zonder vermelding
Voor Frankrijk de vermelding « *bien* »

Voor Italië }
Voor Luxemburg } zonder vermelding
Voor Nederland }

90/100 : Voor België de vermelding « met de grootste vrucht »

Voor Duitsland zonder vermelding

Voor Frankrijk de vermelding « très
bien »

Voor Italië }
Voor Luxemburg } zonder vermelding
Voor Nederland }

- c) Ingeval van wijzigingen van de in enig land gebruikelijke benamingen van de diploma's, getuigschriften of vermeldingen, verbinden de Verdragsluitende Partijen zich, elk voor zover het haar betreft, de gelijkwaardigheid te verzekeren van de diploma's van het Europese Baccalaureaat met de diploma's, getuigschriften en vermeldingen, die het gevolg zijn van de nieuwe nationale bepalingen.

ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 23

De Raad van Bestuur treft de nodige maatregelen voor de toepassing en, voor zover daaraan behoefte bestaat, voor de aanvulling van dit document.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Luxembourg, le quinze juillet mil neuf cent cinquante-sept.

ZU URKUND DESSEN haben die ordnungsgemäss ermächtigten Bevollmächtigten das vorstehende Abkommen unterzeichnet.

Geschehen zu Luxemburg am fünfzehnten Juli neunzehnhundertsiebenundfünfzig.

IN FEDE DI CHE i plenipotenziari sottoscritti, all'uopo debitamente autorizzati, hanno apposto le loro firme.

Fatto a Lussemburgo, il quindici luglio millenovecentocinquantesette.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze overeenkomst hebben geplaatst.

Gedaan te Luxemburg, de vijftiende juli negentienhonderd zevenenvijftig.

R. TAYMANS

KARL GRAF VON SPRETTI

P. LE NAIL

ANTONIO VENTURINI

BECH

FRIEDEN

C. J. DE ROO VAN ALDERWERELT

PROTOCOLE CONCERNANT L'APPLICATION
PROVISOIRE DU STATUT DE L'ÉCOLE
EUROPÉENNE SIGNÉ A LUXEMBOURG
LE 12 AVRIL 1957

PROTOKOLL BETREFFEND DIE
VORLÄUFIGE ANWENDUNG DER AM
12. APRIL 1957 IN LUXEMBURG
UNTERZEICHNETEN SATZUNG
DER EUROPÄISCHEN SCHULE

PROTOCOLLO RELATIVO ALL'APPLICAZIONE
A TITOLO PROVVISORIO DELLO STATUTO
DELLA SCUOLA EUROPEA SOTTOSCRITTO
A LUSSEMBURGO IL 12 APRILE 1957

PROTOCOL BETREFFENDE DE VOORLOPIGE
TOEPASSING VAN HET STATUUT VAN DE
EUROPESE SCHOOL ONDERTEKEND
TE LUXEMBURG OP 12 APRIL 1957

PROTOCOLE

concernant l'application provisoire du Statut
de l'École Européenne signé à Luxembourg
le 12 avril 1957

LES PARTIES au Statut de l'École Européenne, signé à
Luxembourg le 12 avril 1957,

DÉSIREUSES d'assurer dans toute la mesure du possible
l'application immédiate des dispositions du Statut, en atten-
dant son entrée en vigueur conformément à l'article 32,
alinéa 2,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article unique

Le Statut de l'École Européenne, signé à Luxembourg
le 12 avril 1957, est appliqué à titre provisoire à partir du
1^{er} septembre 1957, dans la mesure permise par les Consti-
tutions et les lois des parties contractantes.

PROTOKOLL

betreffend die vorläufige Anwendung
der am 12. April 1957 in Luxemburg
unterzeichneten Satzung der Europäischen Schule

DIE VERTRAGSPARTNER der am 12. April 1957 in Luxemburg unterzeichneten Satzung der Europäischen Schule,

IN DEM WUNSCH, die sofortige Anwendung der Bestimmungen der Satzung bis zu dem Tage, an dem dieselbe gemäss Artikel 32 Absatz 2 in Kraft tritt, weitestgehend zu ermöglichen,

HABEN FOLGENDES VEREINBART :

Einzigster Artikel

Die am 12. April 1957 in Luxemburg unterzeichnete Satzung der Europäischen Schule wird vom 1. September 1957 an vorläufig angewendet, soweit die Verfassungen und Gesetze der vertragschliessenden Teile dem nicht entgegenstehen.

PROTOCOLLO

relativo all'applicazione a titolo provvisorio
dello Statuto della Scuola Europea
sottoscritto a Lussemburgo il 12 aprile 1957

GLI STATI FIRMATARI dello Statuto della Scuola Europea, sottoscritto a Lussemburgo il 12 aprile 1957,

NELL'INTENTO di dare, per quanto possibile, immediata applicazione alle norme dello Statuto in attesa che esso entri in vigore con le modalità previste all'art. 32, No 2,

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE :

Articolo unico

Lo Statuto della Scuola Europea sottoscritto a Lussemburgo il 12 aprile 1957 verrà posto in applicazione a titolo provvisorio il 1° settembre 1957 nei limiti consentiti dalla Costituzione e dalle leggi delle Parti contraenti.

PROTOCOL

betreffende de voorlopige toepassing
van het Statuut van de Europese School
ondertekend te Luxemburg op 12 april 1957

DE PARTIJEN bij het Statuut van de Europese School,
ondertekend te Luxemburg op 12 april 1957,

VERLANGEND, voor zover dit mogelijk is, de onmiddellijke toepassing van het Statuut te verzekeren in afwachting van zijn inwerkingtreding overeenkomstig artikel 32, 2de lid,

ZIJN OMTRENT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Enig artikel

Het Statuut van de Europese School, ondertekend te Luxemburg op 12 april 1957, wordt met ingang van 1 september 1957, voorlopig toegepast, in zoverre de Grondwetten en wetten van de Verdragsluitende Partijen het veroorloven.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Luxembourg, le quinze juillet mil neuf cent cinquante-sept.

ZU URKUND DESSEN haben die ordnungsgemäss ermächtigten Bevollmächtigten das vorstehende Protokoll unterzeichnet.

Geschehen zu Luxemburg am fünfzehnten Juli neunzehnhundertsiebenundfünfzig.

IN FEDE DI CHE i plenipotenziari sottoscritti, all'uopo debitamente autorizzati, hanno apposto le loro firme al presente Protocollo.

Fatto a Lussemburgo, il quindici luglio millenovecentocinquantasette.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit protocol hebben geplaatst.

Gedaan te Luxemburg, de vijftiende juli negentienhonderd zevenenvijftig.

R. TAYMANS

KARL GRAF VON SPRETI

P. LE NAIL

ANTONIO VENTURINI

BECH

FRIEDEN

C. J. DE ROO VAN ALDERWERELT

PROTOCOLE
concernant
LA CRÉATION D'ÉCOLES EUROPÉENNES
établi par référence au statut de l'École Européenne
signé à Luxembourg, le 12 avril 1957

PROTOKOLL
über die
GRÜNDUNG EUROPÄISCHER SCHULEN
unter Bezugnahme auf die am 12. April 1957 in Luxemburg
unterzeichnete Satzung der Europäischen Schule

PROTOCOLLO
concernante
LA CREAZIONE DI SCUOLE EUROPEE
stabilito con riferimento allo statuto della Scuola Europea
firmato a Lussemburgo, il 12 aprile 1957

PROTOCOL
nopens de
OPRICHTING VAN EUROPESE SCHOLEN
vastgesteld onder verwijzing naar het te Luxemburg
op 12 april 1957 ondertekende Statuut van de Europese
School

PROTOCOLE CONCERNANT LA CRÉATION
D'ÉCOLES EUROPÉENNES
établi par référence
AU STATUT DE L'ÉCOLE EUROPÉENNE
signé à Luxembourg, le 12 avril 1957

Les Gouvernements

DU ROYAUME DE BELGIQUE
DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
DU ROYAUME DES PAYS-BAS

dûment représentés par:

le Baron François de SELYS-LONGCHAMPS, Ambassadeur
extraordinaire et plénipotentiaire de Belgique à Luxem-
bourg;

M. Bernd MUMM von SCHWARZENSTEIN, Ambassadeur
extraordinaire et plénipotentiaire de la République Fédé-
rale d'Allemagne à Luxembourg;

M. Edouard-Félix GUYON, Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de France à Luxembourg;

M. Giorgio BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Italie à Luxembourg;

M. Eugène SCHAUS, Ministre des Affaires Étrangères du Grand-Duché de Luxembourg et

M. Emile SCHAUS, Ministre de l'Éducation Nationale du Grand-Duché de Luxembourg;

Jonkheer Otto REUCHLIN, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Pays-Bas à Luxembourg.

Vu le Statut de l'École Européenne, signé à Luxembourg, le 12 avril 1957, et l'Annexe au Statut de l'École Européenne portant Règlement du Baccalauréat Européen, signée à Luxembourg, le 15 juillet 1957;

Considérant la réussite de cette expérience d'enseignement et d'éducation en commun d'enfants de diverses nationalités, sur la base d'un programme commun d'études;

Considérant l'intérêt culturel qu'ont les États participants à élargir les bases d'une œuvre qui répond à l'esprit de coopération qui les anime;

Considérant qu'il est souhaitable de renouveler l'expérience de l'École Européenne en d'autres lieux;

Ont convenu et décidé ce qui suit:

Article 1

Pour l'éducation et l'enseignement en commun d'enfants du personnel des Communautés Européennes, des établissements dénommés «École Européenne» peuvent être créés sur le territoire des Parties Contractantes.

D'autres enfants, quelle que soit leur nationalité, peuvent également y être admis.

Ces établissements seront régis, sous réserve des articles qui suivent, par les dispositions du Statut de l'École Européenne, signé à Luxembourg, le 12 avril 1957, et du Règlement du Baccalauréat Européen, signé à Luxembourg, le 15 juillet 1957.

Article 2

Le Conseil Supérieur décide à l'unanimité la création de nouvelles Écoles Européennes et fixe leur emplacement.

Article 3

Les pouvoirs donnés par le Statut de l'École Européenne au Conseil Supérieur, aux Conseils d'Inspection et au Représentant du Conseil Supérieur — Président du Conseil d'Administration — s'étendent à toute École créée conformément à l'article 1.

Chaque École a une personnalité juridique distincte, conformément à ce qui est prévu à l'article 6 du Statut de l'École Européenne.

Chaque École a son propre Conseil d'Administration et son Directeur.

Article 4

Le Conseil Supérieur peut négocier tous accords relatifs aux établissements ainsi créés avec les Communautés Européennes et avec toutes autres organisations ou institutions intergouvernementales, qui, par leur implantation, sont intéressées au fonctionnement de ces établissements. Celles-ci obtiennent alors un siège et une voix au Conseil Supérieur pour toutes les questions relatives à l'établissement en cause, ainsi qu'un siège au Conseil d'Administration de ce dernier.

Toutefois, aucune décision prise par une majorité qualifiée, conformément à l'article 10 du Statut de l'École Européenne, n'est acquise que si elle recueille l'adhésion des deux tiers des représentants des Parties Contractantes.

Toute décision relative au financement d'un établissement est prise à l'unanimité des parties représentées au Conseil Supérieur.

Article 5

Le Conseil Supérieur peut également négocier des accords avec des organismes ou institutions de droit privé intéressés par leur implantation au fonctionnement d'une des Écoles Européennes créée en vertu du présent Protocole.

Le Conseil Supérieur a la faculté de leur attribuer un siège au Conseil d'Administration de l'établissement en question.

Article 6

L'exercice financier de chaque École s'étend sur l'année civile.

Article 7

En matière budgétaire, par dérogation à l'article 13 du Statut de l'École Européenne, le Conseil Supérieur approuve, en ce qui le concerne, le projet de budget et le compte de gestion et les transmet aux autorités compétentes des Communautés Européennes.

Article 8

Le gouvernement de tout pays où une École a son siège aux termes de l'article 2 ci-dessus peut faire usage de la possibilité de formuler les réserves prévues par l'article 29 du statut de l'École Européenne.

Article 9

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement luxembourgeois, dépositaire du Statut de l'École Européenne. Ce gouvernement notifiera le dépôt à tous les autres Gouvernements signataires.

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt du quatrième instrument de ratification.

Le présent Protocole, rédigé en un seul exemplaire, en langues allemande, française, italienne et néerlandaise, qui

font également foi, sera déposé dans les archives du Gouvernement luxembourgeois, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

PROTOKOLL
ÜBER DIE GRÜNDUNG EUROPÄISCHER SCHULEN
unter Bezugnahme auf die
am 12. April 1957 in Luxemburg unterzeichnete
SATZUNG DER EUROPÄISCHEN SCHULE

Die Regierungen

DES KÖNIGREICHS BELGIEN,
DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND,
DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK,
DER ITALIENISCHEN REPUBLIK,
DES GROSSHERZOGTUMS LUXEMBURG,
DES KÖNIGREICHS DER NIEDERLANDE,

ordnungsgemäß vertreten durch:

Baron François de SELYS-LONGCHAMPS, außerordentlicher und bevollmächtigter Botschafter von Belgien in Luxemburg;

Herrn Bernd MUMM von SCHWARZENSTEIN, außerordentlicher und bevollmächtigter Botschafter der Bundesrepublik Deutschland in Luxemburg;

Herrn Edouard-Félix GUYON, außerordentlicher und bevollmächtigter Botschafter Frankreichs in Luxemburg;

Herrn Giorgio BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR,
außerordentlicher und bevollmächtigter Botschafter Ita-
liens in Luxemburg;

Herrn Eugène SCHAUS, Minister für Auswärtige Angele-
genheiten des Großherzogtums Luxemburg und

Herrn Emile SCHAUS, Minister für Nationale Erziehung
des Großherzogtums Luxemburg;

Jonkheer Otto REUHLIN, außerordentlicher und bevoll-
mächtigter Botschafter der Niederlande in Luxemburg.

Auf Grund der am 12. April 1957 in Luxemburg unter-
zeichneten «Satzung der Europäischen Schule» und des am
15. Juli 1957 in Luxemburg unterzeichneten «Anhangs zur
Satzung der Europäischen Schule», der die «Prüfungsordnung
für die Europäische Reifeprüfung» enthält;

In Anbetracht des Erfolges der dem Versuch beschieden
war, Kinder verschiedener Staatsangehörigkeit nach einem
gemeinsamen Unterrichtsplan gemeinsam zu unterrichten und
zu erziehen;

In Anbetracht des kulturellen Interesses der Teilnehmer-
staaten an der Erweiterung der Grundlagen eines Werkes,
das dem Geist der Zusammenarbeit entspricht, der sie be-
wegt;

In der Erwägung, daß es wünschenswert ist, die mit der
Europäischen Schule gemachten Erfahrungen an anderen Or-
ten zu wiederholen;

Haben folgendes vereinbart und beschlossen:

Artikel 1

Für die gemeinsame Erziehung und den gemeinsamen
Unterricht von Kindern der Bediensteten der Europäischen
Gemeinschaften können im Hoheitsgebiet der Vertragspar-
teien Anstalten mit dem Namen «Europäische Schule» ge-
gründet werden.

Andere Kinder jeglicher Nationalität können dazu eben-
falls zugelassen werden.

Für diese Anstalten gelten vorbehaltlich der folgenden
Artikel die Bestimmungen der am 12. April 1957 in Luxem-
burg unterzeichneten Satzung der Europäischen Schule und
der am 15. Juli 1957 in Luxemburg unterzeichneten «Prü-
fungsordnung für die Europäische Reifeprüfung».

Artikel 2

Der Oberste Schulrat beschließt einstimmig die Grün-
dung neuer Europäischer Schulen und bestimmt ihren Sitz.

Artikel 3

Die durch die Satzung der Europäischen Schule dem
Obersten Schulrat, den Inspektionsausschüssen und dem Ver-
treter des Obersten Schulrats — Vorsitzender des Verwal-
tungsrats — übertragenen Befugnisse erstrecken sich auf jede
gemäß Artikel 1 gegründete Schule.

Jede Schule hat eigene Rechtspersönlichkeit gemäß den
Vorschriften von Artikel 6 der Satzung der Europäischen
Schule.

Jede Schule hat ihren eigenen Verwaltungsrat und ihren Direktor.

Artikel 4

Der Oberste Schulrat kann mit den Europäischen Gemeinschaften und mit allen anderen zwischenstaatlichen Organisationen oder Einrichtungen, die infolge ihrer Lage am Betrieb dieser Anstalten interessiert sind, jegliche die Anstalten betreffenden Vereinbarungen abschließen. Sie erhalten sodann im Obersten Schulrat je einen Sitz und eine Stimme in allen die betreffende Anstalt berührenden Fragen sowie einen Sitz im Verwaltungsrat der Anstalt.

Soweit nach Artikel 10 der Satzung der Europäischen Schule Beschlüsse mit qualifizierter Mehrheit zu fassen sind, bedürfen sie jedoch der Zustimmung von zwei Dritteln der Vertreter der Vertragsparteien.

Jeder Beschluß über die Finanzierung einer Anstalt wird einstimmig von den im Obersten Schulrat vertretenen Parteien gefaßt.

Artikel 5

Der Oberste Schulrat kann ferner Vereinbarungen mit privatrechtlichen Körperschaften oder Anstalten abschließen, die infolge ihrer Lage am Betrieb einer auf Grund dieses Protokolls gegründeten Europäischen Schule interessiert sind.

Der Oberste Schulrat kann ihnen einen Sitz im Verwaltungsrat der betreffenden Anstalt zuerkennen.

Artikel 6

Das Haushaltsjahr jeder Schule ist das Kalenderjahr.

Artikel 7

Auf dem Gebiet des Haushalts genehmigt der Oberste Schulrat, abweichend von Artikel 13 der Satzung der Europäischen Schule und soweit er betroffen ist, den Haushaltsvoranschlag und den Geschäftsbericht und leitet sie an die zuständigen Stellen der Europäischen Gemeinschaften weiter.

Artikel 8

Die Regierung jedes Landes, in welchem eine Schule gemäß Artikel 2 ihren Sitz hat, kann von der Möglichkeit der in Artikel 29 der Satzung der Europäischen Schule vorgesehenen Vorbehalte Gebrauch machen.

Artikel 9

Dieses Protokoll bedarf der Ratifizierung. Die Ratifikationsurkunden werden bei der luxemburgischen Regierung als Verwahrerregierung der Satzung der Europäischen Schule hinterlegt. Diese Regierung notifiziert die Hinterlegung allen anderen Unterzeichnerregierungen.

Dieses Protokoll tritt am Tage der Hinterlegung der vierten Ratifikationsurkunde in Kraft.

Dieses Protokoll, das in einer Urschrift in deutscher, französischer, italienischer und niederländischer Sprache abgefaßt ist, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich

ist, wird im Archiv der luxemburgischen Regierung hinterlegt; diese übermittelt jeder Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift.

PROTOCOLLO CONCERNENTE LA CREAZIONE
DI SCUOLE EUROPEE
stabilito con riferimento
ALLO STATUTO DELLA SCUOLA EUROPEA
firmato a Lussemburgo il 12 aprile 1957

I Governi

DEL REGNO DEL BELGIO
DELLA REPUBBLICA FRANCESE
DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA
DELLA REPUBBLICA ITALIANA
DEL GRANDUCATO DEL LUSSEMBURGO
DEL REGNO DEI PAESI BASSI

debitamente rappresentati da:

Barone François de SELYS-LONGCHAMPS, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario del Belgio a Lussemburgo;

Sig. Bernd MUMM von SCHWARZENSTEIN, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario della Repubblica Federale di Germania a Lussemburgo;

Sig. Edouard-Félix GUYON, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario di Francia a Lussemburgo;

Sig. Giorgio BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario d'Italia a Lussemburgo;

Sig. Eugène SCHAUS, Ministro degli Affari Esteri del Granducato del Lussemburgo, e

Sig. Emile SCHAUS, Ministro dell'Educazione Nazionale del Granducato del Lussemburgo;

Jonkheer Otto REUCHLIN, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario dei Paesi-Bassi a Lussemburgo.

Visto lo statuto della Scuola Europea firmato a Lussemburgo il 12 aprile 1957, e l'Allegato allo Statuto della Scuola Europea relativo al Regolamento della Licenza liceale Europea firmato a Lussemburgo il 15 luglio 1957;

Considerato il buon esito di questa esperienza d'insegnamento e di educazione in comune di alunni di differenti nazionalità sulla base d'un comune programma di studi;

Considerando l'interesse culturale degli Stati partecipanti ad ampliare la base d'una opera che risponde allo spirito di cooperazione che li anima;

Considerando che è auspicabile rinnovare l'esperienza della Scuola Europea in altre sedi;

Hanno convenuto e deciso quanto segue:

Articolo 1

Per l'educazione e l'istruzione in comune dei figli degli appartenenti al personale delle Comunità Europee, possono essere creati sul territorio delle Parti Contraenti istituti denominati «Scuole Europee».

Anche altri alunni, di qualunque nazionalità, possono esservi ammessi.

Questi istituti saranno retti, con riserva degli articoli sotto riportati, dalle disposizioni dello Statuto della Scuola Europea firmato a Lussemburgo il 12 aprile 1957, e dal Regolamento della Licenza liceale Europea firmato a Lussemburgo il 15 luglio 1957.

Articolo 2

Il Consiglio Superiore decide all'unanimità la creazione di nuove Scuole Europee e ne fissa la sede.

Articolo 3

I poteri conferiti dallo Statuto della Scuola Europea al Consiglio Superiore, ai Consigli d'Ispezione e al Rappresentante del Consiglio Superiore — Presidente del Consiglio d'Amministrazione, sono estesi ad ogni Scuola creata in conformità dell'articolo 1.

Ogni Scuola ha una distinta personalità giuridica conformemente all'articolo 6 dello Statuto della Scuola Europea.

Ogni Scuola ha il proprio Consiglio d'Amministrazione e il proprio Direttore.

Articolo 4

Il Consiglio Superiore puo' negoziare ogni accordo, relativo agli istituti in tal guisa creati, con le Comunità Europee e con qualsivoglia altra organizzazione o istituzione intergovernativa che, per sua ubicazione, sia interessata al funzionamento di siffatti istituti. Ad esse, in tal caso, spetteranno un seggio ed un voto nel Consiglio Superiore per tutte le questioni relative all'istituto in causa, nonchè un seggio nel Consiglio d'Amministrazione di quest'ultimo.

Tuttavia non potrà essere presa alcuna decisione con una maggioranza qualificata, conformemente all'articolo 10 dello Statuto della Scuola Europea, se non avrà raccolto l'adesione dei due terzi dei rappresentanti delle Parti Contraenti.

Qualsiasi decisione relativa al finanziamento di un istituto è presa all'unanimità delle Parti rappresentate in seno al Consiglio Superiore.

Articolo 5

Il Consiglio Superiore puo' egualmente negoziare accordi con enti o istituzioni di diritto privato che siano interessati per la loro ubicazione al funzionamento d'una delle Scuole Europee create in virtù del presente Protocollo.

Il Consiglio Superiore ha facoltà di attribuire loro un seggio nel Consiglio d'Amministrazione dell'istituto in questione.

Articolo 6

L'esercizio finanziario di ciascuna Scuola coincide con l'anno civile.

Articolo 7

Per quanto concerne il bilancio, in deroga all'articolo 13 dello Statuto della Scuola Europea, il Consiglio Superiore approva, per ciò che lo riguarda, il progetto di bilancio e il rendiconto di gestione, e li trasmette all'autorità competente delle Comunità Europee.

Articolo 8

Il Governo di ogni Paese sul territorio del quale una Scuola ha sede ai sensi del precedente articolo 2, potrà formulare le riserve previste dall'articolo 29 dello Statuto della Scuola Europea.

Articolo 9

Il presente Protocollo sarà ratificato. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo lussemburghese nella sua qualità di depositario dello Statuto della Scuola Europea. Detto Governo notificherà il deposito a tutti gli altri Governi firmatari.

Il presente Protocollo entrerà in vigore alla data del deposito del quarto strumento di ratifica.

Il presente Protocollo, redatto in unico esemplare nelle lingue francese, italiana, olandese e tedesca, che fanno pariementi fede, sarà depositato negli archivi del Governo lussemburghese che ne rimetterà copia certificata conforme a ciascuna delle Parti Contraenti.

**PROTOCOL NOPENS DE OPRICHTING
VAN EUROPESE SCHOLEN**

vastgesteld onder verwijzing naar het te
Luxemburg op 12 april 1957 ondertekende
STATUUT VAN DE EUROPESE SCHOOL

De Regeringen van

HET KONINKRIJK BELGIË

DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND

DE FRANSE REPUBLIEK

DE ITALIAANSE REPUBLIEK

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

behoorlijk vertegenwoordigd door:

Baron François de SELYS-LONGCHAMPS, Buitengewoon
en Gevolmachtigd Ambassadeur van België te Luxemburg;

De Heer Bernd MUMM von SCHWARZENSTEIN, Buiten-
gewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van de Duitse
Bondsrepubliek te Luxemburg;

De Heer Edouard-Félix GUYON, Buitengewoon en Gevol-
machtigd Ambassadeur van Frankrijk te Luxemburg;

De Heer Giorgio BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR,
Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van Italië
te Luxemburg;

De Heer Eugène SCHAUS, Minister van Buitenlandse Zaken
van het Groothertogdom Luxemburg, en

De Heer Emile SCHAUS, Minister van Onderwijs van het
Groothertogdom Luxemburg;

Jonkheer Otto REUCHLIN, Buitengewoon en Gevolmach-
tigd Ambassadeur der Nederlanden te Luxemburg.

Gelet op het Statuut van de Europese School, onderte-
kend te Luxemburg op 12 april 1957, en de Toegevoegde
Overeenkomst bij het Statuut van de Europese School hou-
dende vaststelling van een Regeling voor het Europese Bacca-
laureaat, ondertekend te Luxemburg op 15 juli 1957;

Overwegende, dat dit experiment van gemeenschappe-
lijk onderwijs en gemeenschappelijke opvoeding van kinderen
van verschillende nationaliteit op grondslag van een ge-
meenschappelijk leerplan is geslaagd;

Overwegende, dat het voor de Leden-Staten van cultu-
reel belang is de grondslagen van een werk, dat beantwoordt
aan de hen bezielende geest van samenwerking, te verbreden;

Overwegende, dat het wenselijk is het experiment met
de Europese School in andere plaatsen te herhalen;

Zijn overeengekomen en hebben besloten als volgt:

Artikel 1

Ten behoeve van de gemeenschappelijke opvoeding en
het gemeenschappelijke onderwijs van kinderen van het per-
soneel van de Europese Gemeenschappen kunnen instellingen
voor onderwijs, geheten «De Europese School», op het grond-
gebied van de Partijen bij dit Protocol worden opgericht.

Andere kinderen, van welke nationaliteit ook, kunnen
eveneens tot de School worden toegelaten.

Deze Scholen zijn, met inachtneming van de volgende
artikelen, onderworpen aan de bepalingen van het Statuut
van de Europese School, ondertekend te Luxemburg op 12
april 1957, en van de Regeling voor het Europese Bacca-
laureaat, ondertekend te Luxemburg op 15 juli 1957.

Artikel 2

De Raad van Bestuur besluit met eenparigheid van stem-
men tot oprichting van nieuwe Europese Scholen en bepaalt
de plaats van vestiging.

Artikel 3

De bevoegdheden krachtens het Statuut van de Europese
School aan de Raad van Bestuur, aan de Commissies van
Inspecteurs en aan de Vertegenwoordiger van de Raad van
Bestuur — Voorzitter van het Dagelijks Bestuur — ver-
leend, gelden voor elke overeenkomstig artikel 1 opgerichte
School.

Elke School bezit eigen rechtspersoonlijkheid overeenkomstig het bepaalde in artikel 6 van het Statuut van de Europese School.

Elke School heeft haar eigen Dagelijks Bestuur en Directeur.

Artikel 4

De Raad van Bestuur kan, wat betreft de krachtens dit Protocol opgerichte Scholen, overeenkomsten sluiten met de Europese Gemeenschappen en met al die intergouvernementele organisaties of instellingen, welke uit hoofde van hun plaats van vestiging belang hebben bij die Scholen. In dat geval verkrijgen zij in de Raad van Bestuur één zetel en één stem nopens alle vraagstukken omtrent de betreffende School, alsmede een zetel in het Dagelijks Bestuur van die instelling.

Een besluit, dat overeenkomstig artikel 10 van het Statuut van de Europese School met gekwalificeerde meerderheid van stemmen moet worden genomen, is slechts rechtsgeldig, indien twee derden van de vertegenwoordigers van de Partijen bij dit Protocol er mee instemmen.

Elk besluit betreffende de financiële aangelegenheden van een School wordt genomen met eenparigheid van stemmen van de in de Raad van Bestuur vertegenwoordigde Partijen.

Artikel 5

De Raad van Bestuur kan eveneens overeenkomsten sluiten met privaatrechtelijke organen of instellingen, welke uit hoofde van hun plaats van vestiging belang hebben bij

een van de krachtens dit Protocol opgerichte Europese Scholen.

De Raad van Bestuur is bevoegd, deze organen of instellingen een zetel in het Dagelijks Bestuur van de desbetreffende School toe te wijzen.

Artikel 6

Het boekjaar van elke school is gelijk aan het kalenderjaar.

Artikel 7

In afwijking van hetgeen in artikel 13 van het Statuut van de Europese School is bepaald, keurt de Raad van Bestuur, handelende in begrotingsaangelegenheden, de ontwerp-begroting en het financiële verslag zijnerzijds goed en doet deze aan de bevoegde instanties van de Europese Gemeenschappen toekomen.

Artikel 8

De Regering van elk land, waar overeenkomstig het bovengenoemde artikel 2 de zetel van een school is gevestigd, is bevoegd de in artikel 29 van het Statuut van de Europese School bedoelde voorbehouden te maken.

Artikel 9

Dit Protocol zal worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij de Regering van Luxemburg, Depôt-Staat van het Statuut van de Europese

School. Deze Regering zal alle andere Regeringen, die het Protocol hebben ondertekend, van deze nederlegging in kennis stellen.

Dit Protocol treedt in werking op de dag, waarop de vierde akte van bekrachtiging is nedergelegd.

Dit Protocol, opgesteld in een enkel exemplar in de Duitse, de Franse, de Italiaanse en de Nederlandse taal, zijnde de vier teksten gelijkelijk authentiek, wordt nedergelegd in het archief van de Regering van Luxemburg, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift doet toekomen aan elk der Partijen bij dit Protocol.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Luxembourg, le treize avril mil neuf cent soixante-deux.

ZU URKUND DESSEN haben die ordnungsgemäß ermächtigten Bevollmächtigten das vorstehende Protokoll unterzeichnet.

Geschehen zu Luxemburg am dreizehnten April neunzehnhundert zwei und sechzig.

IN FEDE DI CHE i Plenipotenziari sottoscritti, all'uopo debitamente autorizzati, hanno apposto le loro firme al presente Protocollo.

Fatto a Lussemburgo, il tredici aprile millenovecento sessantadue.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende Gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben geplaatst.

Gedaan te Luxemburg de dertiende april negentienhonderd twee en zestig.

Baron Fr. de SELYS-LONGCHAMPS
B. MUMM von SCHWARZENSTEIN
E. F. GUYON
G. BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR
Eug. SCHAUS Em. SCHAUS
Jonkheer O. REUHLIN

PROTOCOLE
relatif à l'application provisoire
du protocole concernant
LA CRÉATION D'ÉCOLES EUROPÉENNES
signé à Luxembourg, le 13 avril 1962

PROTOKOLL
betreffend die vorläufige Anwendung
des in Luxemburg am 13. April 1962 unterzeichneten
Protokolls über die
GRÜNDUNG EUROPÄISCHER SCHULEN

PROTOCOLLO
relativo all'applicazione provvisoria
del protocollo concernente la
CREAZIONE DI SCUOLE EUROPEE
firmato a Lussemburgo il 13 aprile 1962

PROTOCOL
betreffende de voorlopige toepassing
van het protocol nopens de
OPRICHTING VAN EUROPESE SCHOLEN
ondertekend te Luxemburg op 13 april 1962

PROCOLE RELATIF A L'APPLICATION
PROVISOIRE DU PROCOLE CONCERNANT
LA CRÉATION D'ÉCOLES EUROPÉENNES
SIGNÉ A LUXEMBOURG, LE 13 AVRIL 1962

Les Parties Contractantes au Protocole concernant la création d'Écoles Européennes, signé à Luxembourg, le 13 avril 1962,

Vu le Statut de l'École Européenne signé à Luxembourg, le 12 avril 1957 et entré en vigueur le 22 février 1960, conformément aux dispositions de l'article 32 dudit Statut,

Désireuses d'assurer dans toute la mesure du possible l'application immédiate des dispositions du présent Protocole, en attendant son entrée en vigueur conformément à l'article 9 dudit Protocole,

Sont convenues de ce qui suit:

Article unique

Le Protocole concernant la création d'Écoles Européennes, établi par référence au Statut de l'École de Luxembourg, est appliqué, à titre provisoire, à partir du 1er septembre 1960 dans la mesure permise par les Constitutions et les lois des Parties Contractantes.

PROTOKOLL BETREFFEND DIE VORLÄUFIGE
ANWENDUNG DES IN LUXEMBURG
AM 13. APRIL 1962 UNTERZEICHNETEN
PROTOKOLLS ÜBER DIE GRÜNDUNG
EUROPÄISCHER SCHULEN

Die Vertragspartner des in Luxemburg am 13. April 1962 unterzeichneten Protokolls über die Gründung Europäischer Schulen;

Im Hinblick auf die Satzung der Europäischen Schule, die gemäß ihrem Artikel 32 in Luxemburg am 12. April 1957 unterzeichnet und am 22. Februar 1960 in Kraft getreten ist;

In dem Wunsch, die sofortige Anwendung dieses Protokolls bis zu dem Tag, an dem es gemäß seinem Artikel 9 in Kraft tritt, nach Möglichkeit sicherzustellen;

Haben folgendes vereinbart:

Einziges Artikel

Das unter Bezugnahme auf die Satzung der Schule in Luxemburg gefertigte Protokoll über die Gründung Europäischer Schulen wird vom 1. September 1960 an vorläufig angewendet, soweit die Verfassungen und die Gesetze der Vertragsparteien es gestatten.

PROTOCOLLO RELATIVO ALL'APPLICAZIONE
PROVVISORIA DEL PROTOCOLLO CONCERNENTE
LA CREAZIONE DI SCUOLE EUROPEE FIRMATO
A LUSSEMBURGO IL 13 APRILE 1962

Le Parti Contraenti del Protocollo relativo alla creazione di Scuole Europee, firmato a Lussemburgo il 13 aprile 1962.

Visto lo Statuto della Scuola Europea firmato a Lussemburgo il 12 aprile 1957 ed entrato in vigore il 22 febbraio 1960, conformemente alle disposizioni dell'articolo 32 del predetto Statuto,

Allo scopo di assicurare per quanto è possibile l'applicazione immediata delle disposizioni del presente Protocollo, in attesa della sua entrata in vigore, conformemente all'articolo 9 del predetto Protocollo,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo unico

Il Protocollo riguardante la creazione di Scuole Europee, stabilito in riferimento allo Statuto della Scuola di Lussemburgo, è applicato, a titolo provvisorio, a partire dal 1° settembre 1960 nella misura compatibile con le Costituzioni e le leggi dei Paesi Contraenti.

PROTOCOL BETREFFENDE DE VOORLOPIGE
TOEPASSING VAN HET PROTOCOL NOPENS
DE OPRICHTING VAN EUROPESE SCHOLEN
ONDERTEKEND TE LUXEMBURG
OP 13 APRIL 1962

De Partijen bij het Protocol nopens de oprichting van Europese Scholen, ondertekend te Luxemburg op 13 april 1962.

Gelet op het Statuut van de Europese School, dat op 12 april 1957 te Luxemburg is ondertekend en, overeenkomstig het bepaalde in artikel 32 van genoemd Statuut, op 22 februari 1960 in werking is getreden;

Verlangend, voor zover dit mogelijk is, de onmiddellijke toepassing van de bepalingen van dit Protocol te verzekeren in afwachting van zijn inwerkingtreding overeenkomstig artikel 9;

Zijn omtrent het volgende overeengekomen:

Enig artikel

Het Protocol nopens de oprichting van Europese Scholen, vastgesteld onder verwijzing naar het Statuut van de Europese School te Luxemburg, wordt met ingang van 1 september 1960 voorlopig toegepast, in zoverre de Grondwetten en de wetten van de Partijen bij dit Protocol zulks veroorloven.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Luxembourg, le treize avril mil neuf cent soixante-deux.

ZU URKUND DESSEN haben die ordnungsgemäß ermächtigten Bevollmächtigten das vorstehende Protokoll unterzeichnet.

Geschehen zu Luxemburg, am dreizehnten April neunzehnhundert zwei und sechzig.

IN FEDE DI CHE i Plenipotenziari sottoscritti, all'uopo debitamente autorizzati, hanno apposto le loro firme al presente Protocollo.

Fatto a Lussemburgo, il tredici aprile millenovecento sessantadue.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende Gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben geplaatst.

Gedaan te Luxemburg, de dertiende april negentienhonderd twee en zestig.

Baron Fr. de SELYS-LONGCHAMPS
B. MUMM von SCHWARZENSTEIN
E. F. GUYON
G. BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR
Eug. SCHAUS Em. SCHAUS
Jonkheer O. REUHLIN